



le monde
Libertaire



Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

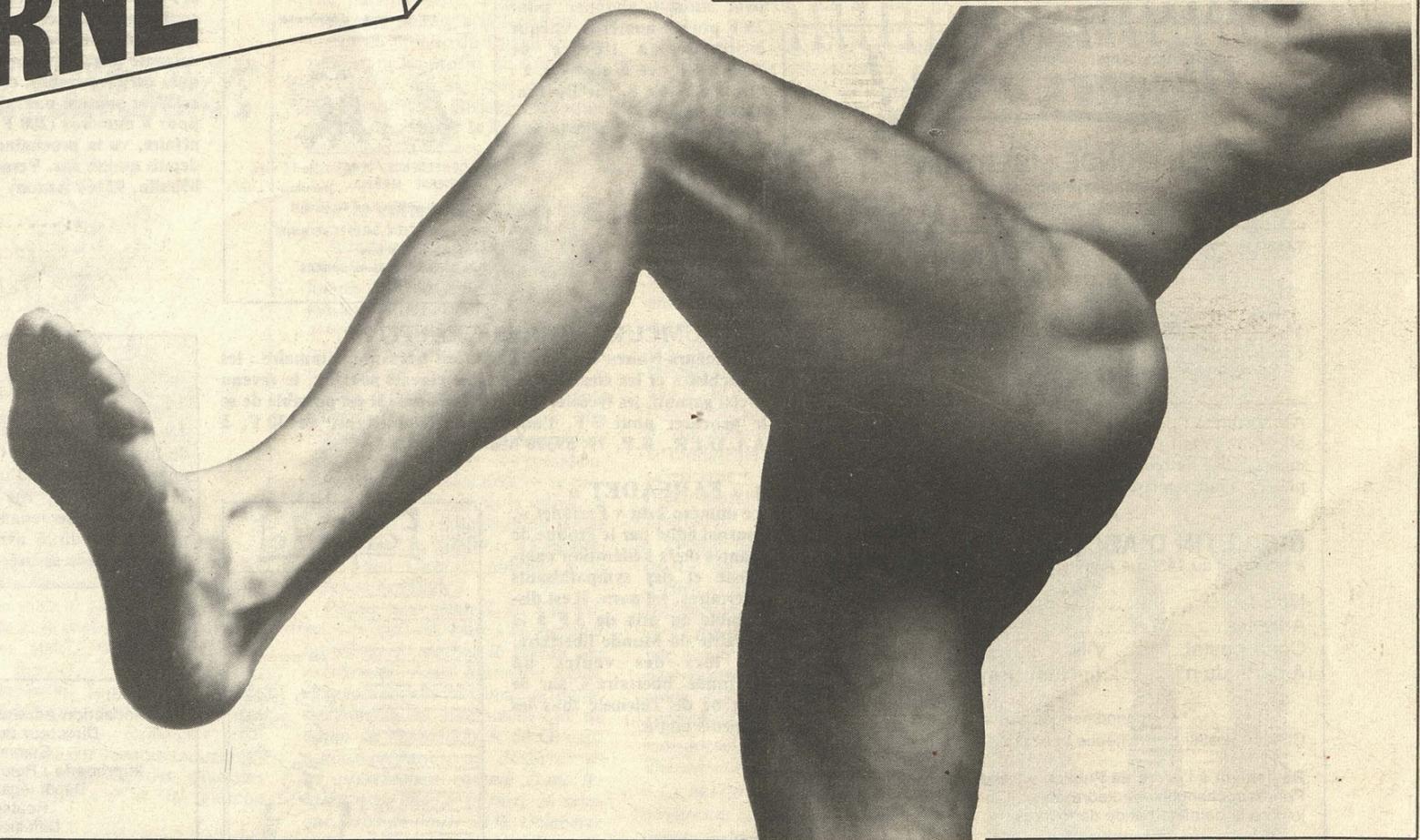
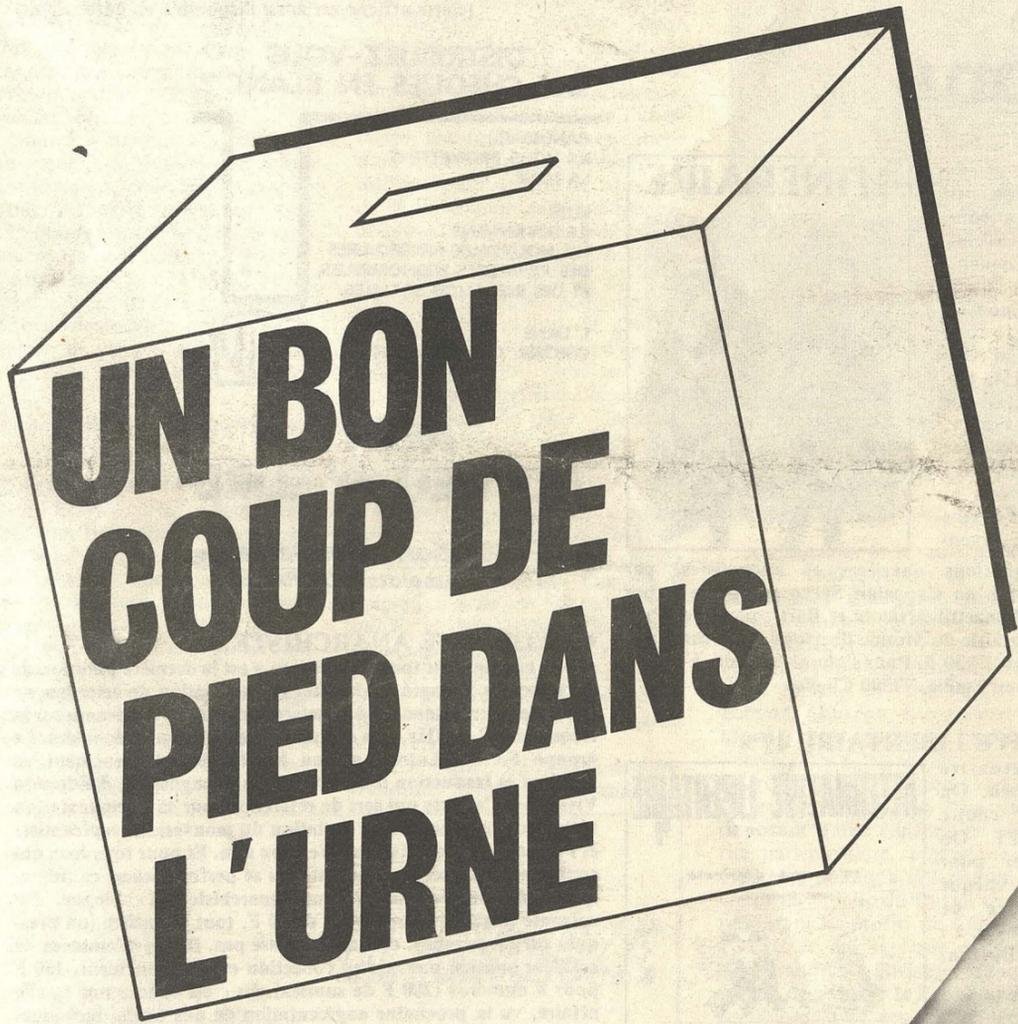
N°703 JEUDI 14 AVRIL 1988 10,00 F

L'ANARCHIE

EDITORIAL

A défaut de pouvoir exploiter une nouvelle affaire des diamants, les socialistes tiennent cette fois Michel Droit. Michel Droit, c'est la huitième merveille du monde, le pharaon ignoble. Ça ne se fait pas de juger les gens sur leur mine. C'est mal... Mais ce chimpanzé porte la veulerie sur sa gueule. Peu nous importe les sommes d'argent qu'il a pu toucher en dehors de ses rémunérations, qui ne doivent pas être minces en qualité (sic) de membre de la C.N.C.L., ce qui est illégal ; l'important en matière de corruption c'est que ce sont toujours les mêmes qui crachent au bassinet et que ce sont les mêmes qui passent à la caisse. Or, ce sont ceux-là mêmes qui veulent nous donner des leçons de morale.

Je ne sais plus s'il a fait partie de ces espèces de gens qui sont allés voir du côté de l'Afrique du Sud si l'apartheid existait toujours, ce qui est sûr c'est que cet espèce d'ancien intervieweur préféré du général de Gaulle semble faire la pluie et le beau temps au « Fi-Garrot », et que ces espèces de gens sont donc revenus enchantés de leur bronzette en Afrique australe sans y avoir constaté le moindre iota de discrimination raciale. Ça rappelle un peu un procédé de la propagande soviétique qui consiste à reproduire dans la presse des photographies d'une file de bourgeois devant une boulangerie de luxe, et d'argumenter que le prolétariat des pays capitalistes manque de tout et même de pain. La seule différence entre le « Fi-Garrot » et la « Pravda » c'est peut-être que l'une est en alphabet cyrillique et l'autre pas. Allez Michel, va demander à Dulcie September ce qu'elle en pense ! Au risque de parodier Jeanson, partout où il ira ça sentira le pourri, il a besoin de changer d'atmosphère. Des poussières de l'Académie à la modernité consensuelle de la C.N.C.L., Droit reste l'archétype du caporal ordonnant aux autres de ramper et courbant lui-même l'échine au moindre haussement de sourcil du pouvoir. Michel Droit est un demi-maitre et, pour retourner vingt ans en arrière, un laquais de Chirac et de sa clique. Ne vivre que pour le pouvoir, c'est risquer de ne vivre que par et du pouvoir. A subsister en léchant le derrière des chefs sans omettre de se complaire avec suffisance à botter celui des autres, Michel Droit ferait bien de renforcer ses fonds de culottes.



communiqués éditions

• BRIANÇON

Une liaison de la Fédération anarchiste est en formation sur Briançon, les anarchistes de la région désirant prendre contact avec la liaison peuvent écrire aux Relations intérieures à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, qui transmettront.

• ANNECY

Un individuel d'Annecy vous informe qu'une liaison est en formation dans cette ville. Il invite toutes les personnes intéressées à entrer en contact avec lui par l'intermédiaire des Relations intérieures.

• CHARTRES

Le groupe libertaire Georges-Cochon de Chartres tiendra une permanence à partir d'avril. Cette permanence aura lieu le 2^e mercredi de chaque mois au Cercle des sociétés, 6, rue Noël-Parfait à Chartres, de 20 h 30 à 22 h 30.

• SAINT-DIE

Une liaison de la Fédération anarchiste est en formation sur Saint-Dié, les anarchistes désirant prendre contact avec cette liaison peuvent écrire aux Relations intérieures à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris) qui transmettront.

• ANGERS

Le groupe de la Fédération anarchiste d'Angers organise une soirée-débat sur le thème : « Quelles luttes dans l'entreprise aujourd'hui ? ». Projection du film-vidéo par le groupe d'Angers sur l'histoire de l'anarcho-syndicalisme en France. Mardi 26 avril à 20 h 30, à la M.A.M.A., 8, rue Buffon, Angers.

• TOULON

Le groupe région toulonnaise organise, vendredi 15 avril à 20 h 30, à la salle Mozart, à Toulon un meeting anti-électoral : « Agir au lieu d'élire », avec Yves Peyraut (animateur à Radio-Libertaire). Il y aura une table de presse.

• AUBENAS

Le groupe d'Aubenas organise un meeting anti-électoral sur le thème « Agir au lieu d'élire », le jeudi 14 avril à 20 h 30, salle Marcel-Gimond, au Château d'Aubenas, avec la participation d'Yves Peyraut (animateur à Radio-Libertaire).

• BOURGOIN-JAILLEU

Le Collectif anarchiste et le groupe de la Fédération anarchiste de Bourgoin organisent une conférence-débat : « Agir au lieu d'élire », avec Yves Peyraut, le samedi 16 avril à 20 h 30, à la Maison de quartier de Champfleuri, 38300 Bourgoin-Jailleur. Un stand de presse sera tenu.

• AFFICHES

Deux nouvelles affiches viennent de paraître. Elles sont disponibles à la librairie du Monde libertaire aux prix de 5 F l'unité ; de 1,20 F à partir de 10 exemplaires ; et de 1 F à partir de 50 exemplaires.

PRESIDENTIELLES:



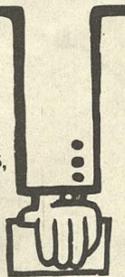
(Cette affiche est aussi disponible en autocollant)

DISTRIBUEZ-VOUS DES CHEQUES EN BLANC ?

CANDIDATS: ILS VOUS PROMETTENT LA LUNE.

ELUS: ILS DEVIENNENT LES NOUVEAUX BENEFICIAIRES DES PRIVILEGES ECONOMIQUES, ET DES INEGALITES SOCIALES.

L'URNE CERCUEL DE VOS ILLUSIONS



AGIR AU LIEU D'ELIRE

Fédération anarchiste 145, rue Amelot 75011 PARIS

• « VOLONTÉ ANARCHISTE »

« Une langue pour tous l'Espéranto » est la dernière parution de la collection Volonté anarchiste. De la création de cette langue par le docteur Zamenhof à la présence de Radio-Espéranto sur la fréquence 89.4 MHz, une centaine d'années se sont écoulées. Le groupe Fresnes-Antony a tenu à célébrer cet événement en publiant la traduction d'un texte, revu et augmenté, d'Eduardo Vivancos. Ce texte qui sert de référence pour sa documentation historique, met en relief l'évolution du mouvement espérantiste et l'intervention des libertaires en son sein. Et pour tous ceux qui souhaitent débiter en espéranto ou se perfectionner, ce trente-quatrième numéro de Volonté anarchiste est bilingue. En soixante pages et pour le prix de 20 F, tout connaître (ou presque) sur l'espéranto, cela ne se refuse pas. Bien évidemment, le meilleur soutien pour notre collection est l'abonnement, 150 F pour 8 numéros (200 F de soutien). Et c'est encore une bonne affaire, vu la prochaine augmentation de nos tarifs, inchangés depuis quatre ans. Versement à l'ordre de A.S.H., 34, rue Jean-Moulin, 92160 Antony (C.C.P. : 21600 42 C, centre Paris).

sommaire

PAGE 1 : Editorial — PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste — PAGE 3, Politique : Les anarchistes et les élections — PAGE 4, Luites : Mario Ines Torrès, Contre Le Pen en Ardèche, En bref, Les problèmes de la viticulture, Répression syndicale, S.N.E.C.M.A. — PAGE 5, Société : P.C.F.-C.G.T., Le modeste Lambert, Manifestation du 1^{er}-Mai — PAGE 6, Dossier Mai 68 : Interview d'un syndicaliste — PAGE 7, Société : Témoignage sur les quartiers d'isolement, Psychiatrie et politique — PAGE 8, Archives : Les anarchistes et les bagnes — PAGE 9, Informations internationales : Brésil, Congrès de l'A.I.T., Big Mountain — PAGE 10, Expressions : Jim Thompson, Note de lecture — PAGE 11, Expressions : Crayon acide, Rock vilain, Cinéma, La guerre d'Espagne à la télévision — PAGE 12, Société : Nouvelles du front, Les brouillards du capitalisme industriel, Rénovation de l'Est parisien.

éditions

• « ITINÉRAIRE »

Le numéro 2 d'« Itinéraire », consacré à Sacco et Vanzetti, vient de paraître. Au sommaire : Mystère au Massachusetts, par Ronald Greagh ; U.S.A., l'émigration anarchiste italienne, par Gino Cerreto ; Chronologie de l'affaire, par Robert d'Attilio ; Sacco et Vanzetti, la justice aux ordres de l'Etat, par Aurore Kermadec ; France, autopsie d'un soutien, par P. B. (Gr. Sacco-Vanzetti) ; Les « Industrial Workers of the World » face au mythe américain, par T. P. ; Argentine, 6 années d'agitations ouvrières et anarchistes, par Edouardo Colombo ; L'un s'appelait Sacco et l'autre ?, par Bernard (Gr. Sacco-Vanzetti) ; Nicola et Bart', par Yves Peyraut. En vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, au prix de 30 F. Pour s'abonner, écrire à : « Itinéraire », 1 bis, avenue Emilie, 77500 Chelles.



• « ALTERNATIVE LIBERTAIRE 49 »

Le n° 14 d'« Alternative libertaire 49 » est paru. On peut se le procurer contre deux timbres à 2,20 F. On peut aussi s'abonner pour 25 F pour 4 numéros, chèque à libeller à l'ordre de A.D.E.I.R. et à envoyer à : Groupe F.A., 8, rue Buffon, 49000 Angers.

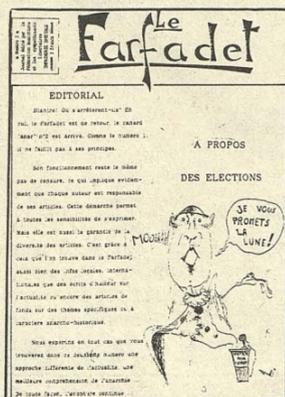


• « HUMEURS-NOIRES GRAFFITI »

« Humeurs-Noires Graffiti » n° 3 est paru, au sommaire : les anarchistes et les élections, les mouvements sociaux, le revenu social garanti, les lycéens face aux élections. Il est possible de se le procurer pour 3 F, l'abonnement annuel est de 30 F, à A.L.D.I.R., B.P. 79, 59370 Mons-en-Barœul.

• « FARFADET »

Le numéro 2 du « Farfadet », journal édité par le groupe de Nantes de la Fédération anarchiste et des sympathisants libertaires, est paru. Il est disponible au prix de 3 F à la librairie du Monde libertaire, ou lors des ventes du « Monde libertaire » sur le marché de Talensac tous les samedis matin.



COMMUNIQUÉ

La commission propagande lance une nouvelle série de cours de formation sur : « Qu'est-ce que l'anarchisme ? ». La première intervention d'introduction aura lieu le mardi 19 avril à 20 h 30, au 10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e (métro Abbesses). Intervenant : Yves Peyraut. La seconde intervention, le mardi 26 avril, sur « Le mouvement anarchiste en France », sera assurée par Gaetano Manfredonia.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Souscription

Les éditions du Monde libertaire vont faire paraître, fin mai, le tome II des « Souvenirs d'un anarchiste » de Maurice Joyeux. Le prix de souscription de l'ouvrage est fixé à 100 F. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Didier Roy, et à envoyer à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration

145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande de routage.



ÉLECTIONS

Le suffrage universel est contre-révolutionnaire

Nous n'irons pas voter le 24 avril, ni le 8 mai. Ce n'est pas une nouveauté, ni non plus, une simple affaire de tradition, encore moins une attitude pour se singulariser, se distinguer d'une masse moutonnaire...

L'abstention des anarchistes, depuis toujours, n'est pas une question de tactique. Elle ne se justifie pas par le seul fait que les candidats se moquent des électeurs en leur promettant la lune, mais elle résulte d'une analyse qui n'a jamais varié depuis Proudhon et Bakounine et que les événements ont toujours consolidée.

La conclusion de cette analyse se trouve concentrée dans la phrase de Proudhon qui sert de titre à cet article. La formule peut paraître abrupte et pourtant un auteur comme Gérard Noiriel, qui n'est certainement pas anarchiste, aboutit à la même constatation lorsqu'il écrit à propos du suffrage universel « *qu'il faut (le) voir à la fois comme une illustration de l'idéologie de 1789 mais aussi comme une tentative pour désamorcer la combativité révolutionnaire des ouvriers des grandes villes.* » (1).

Noiriel remarque, un peu plus loin, que « *la tradition d'action directe était peu compatible avec les règles du système représentatif.* »

Pour que ça marche il fallait convaincre les prolétaires qu'ils pourraient changer leur sort en mettant un bout de papier dans l'urne. C'est la social-démocratie qui devait se charger de ligoter ainsi la classe ouvrière au char de la bourgeoisie.

L'association Capital-Etat

Les anarchistes, les anti-autoritaires de la Première Internationale avaient compris immédiatement que cette voie était mortelle pour le mouvement ouvrier et socialiste. Déjà, en commentant le Manifeste des soixante, Proudhon avait expliqué que « *sans l'égalité sociale, l'égalité politique n'était qu'un vain mot.* » (2)

Pour Bakounine, « *le suffrage universel, tant qu'il sera exercé dans une société où le peuple, la masse des travailleurs, sera économiquement dominée par une minorité*

actualité. Les liens entre l'appareil d'Etat, le personnel politique et la classe économiquement dominante n'ont jamais été plus forts, plus évidents. Ils se traduisent aussi bien par de fréquents passages des postes ministériels ou de la haute administration aux conseils d'administration des sociétés privées (et *vice versa* que par les subventions patronales aux partis de droite et de gauche. A cela s'ajoutent les relations amicales, et parfois familiales, qui se nouent entre les politiciens de toutes les couleurs et les grandes familles.

Coquins et copains

C'est bien davantage dans la diversité de ces « amitiés » plutôt que dans les affrontements idéologiques que se situe l'origine des quelques nuances qui différencient les politiques de « droite » et de « gauche ». Mais il faut bien aussi, avec des promesses toujours oubliées et des programmes jamais respectés, entretenir l'espoir du changement chez les diverses clientèles auxquelles chacun s'adresse. L'alternance, ou l'espoir en l'alternance, constitue la pièce essentielle d'un système qui s'est révélé être le meilleur pour assurer la pérennité de la domination de la bourgeoisie en prévenant les surtensions dangereuses. Cette mécanique bien huilée fonctionne grâce à la division du travail du personnel politique. On « fait » P.S., radical de gauche, R.P.R. ou U.D.F. comme d'autres, dans les affaires, choisissent les cuirs et peaux, les pâtes alimentaires ou la vaisselle de table. On passe d'ailleurs aisément d'un créneau à l'autre, exercice courant sous toutes les républiques.

Les braves citoyens qui, néanmoins, ne manquent pas d'accomplir leur « devoir civique », ont de leurs « représentants » une piètre opinion : « *ils se disputent en public et vont ensuite sabler le champagne* », disent-ils souvent. Rien n'est plus vrai, les messieurs-dames se retrouvent en effet dans des clubs sélects, à l'abri des regards indiscrets.

Ainsi, dans *La Nomenklatura française*, Alexandre Wickham et

plus tordus pour s'évincer mutuellement des bons fromages de la République. Complices, car ils sont liés par une solidarité de caste et qu'ils ont tous le même intérêt à perpétuer la supercherie.

Ils sont complices car ils savent tous qu'il n'existe pas, hormis dans les catalogues des promesses électorales, une politique de « gauche » face à une politique de « droite ». Une seule politique est possible, celle, comme disait Léon Blum, qui consiste à gérer loyalement l'Etat bourgeois, « *que nous rendrons, précisait-il, dans l'état où nous l'avons trouvé* » !

rence entre « leurs » politiques « sociales » respectives.

Le sens de notre abstention

Bien entendu l'analyse qui justifie notre abstention ne se limite pas à la seule critique du fonctionnement de la démocratie parlementaire. Sous le masque de la démocratie se dissimule le faciès de l'Autorité. Notre abstention c'est le rejet absolu de la délégation de pouvoir. Le vote, quel qu'en soit l'enjeu, consiste toujours à se choisir un maître, à désigner celui qui gouvernera, à qui il faudra obéir et

Le projet anarchiste de société c'est celui de la gestion directe, à l'exclusion de toute forme de délégation de pouvoir, c'est celui de l'organisation fédéraliste fondée sur des contrats librement conclus entre individus et entre groupes et toujours révocables, avec pour les coordinations nécessaires des mandats précisément définis, contrôlables et révocables en permanence. Une règle absolue : que la prise de décision s'effectue toujours au niveau où les problèmes se situent, par les intéressés eux-mêmes, sans intermédiaires, sans intervention de « décideurs » professionnels, et



Il s'agit donc de la sauvegarde des intérêts fondamentaux de la classe dominante, abstraction faite des petites rivalités de clans. C'est ce qui explique le « consensus » régnant à propos des grands problèmes pourquoi le premier gouvernement de gauche depuis un demi-siècle, disposant d'une confortable majorité parlementaire, a pratiqué dès 1982 une politique qui portait des coups au monde du travail tout en restaurant les profits du Capital.

C'est ce qui explique enfin que Mitterrand peut envisager tranquillement de présider la République en cohabitant avec une assemblée de droite.

De la culture à l'agriculture

A propos de la gestion de l'Etat il ne faut pas omettre de souligner les limites du rôle des politiciens en la matière. Il est de notoriété que les affaires sérieuses sont traitées, mises au point par l'appareil d'Etat toujours en place, quel que soit le résultat des élections, par la haute administration, l'inspection des Finances, les états-majors, pendant que les politiciens — président, ministres, parlementaires — se produisent sur le devant de la scène. Ce qui permet aux ministres de sauter allègrement de la culture à l'agriculture, des travaux publics à la défense nationale...

Quant aux affaires du Capital, celui-ci sait très bien s'en occuper lui-même et mâcher le travail des excellences. Ainsi Ambroise Roux, le grand copain de Chirac et Balladur, expliquait récemment que du temps de Pompidou et de Giscard « *nous préparions les dossiers : ils les présentaient comme étant les leurs, mais chaque phrase, ou presque, était de nous.* » (4). Delebarre était certainement autant à l'écoute du C.N.P.F. que Séguin, ce qui explique qu'il existe si peu de diffé-

qui, à l'occasion, maniera la trique. Malatesta a bien résumé le problème : « *Mais si vous considérez ces braves électeurs comme incapables de pourvoir eux-mêmes à leurs propres intérêts, comment sauront-ils jamais choisir les bergers qui doivent les guider ? Et comment pourront-ils résoudre ce problème d'alchimie sociale de faire sortir l'élection d'un génie du vote d'une masse d'imbéciles.* » (5)

Participer au jeu électoral, sous quelque prétexte que ce soit, ne serait-ce que pour utiliser une tribune, revient à apporter sa caution au système de délégation de pouvoir, accréditer l'idée qu'il présente des aspects positifs. Tous ceux qui ont voulu s'embarquer sur cette galère même avec, au départ, les meilleurs intentions, ont inéluctablement échoué dans les eaux nau-séabondes de la compromission. C'est pourquoi l'extrême gauche engagée dans cette entreprise n'offre rien d'autre, comme perspective, que l'éternel recommencement d'une triste histoire.

L'abstention, en soi, n'est pas révolutionnaire. Lorsqu'il proclame que le suffrage universel est contre-révolutionnaire, Proudhon, cela va de soi, n'entend pas faire l'éloge de la monarchie absolue ! Au-delà de sa critique il propose autre chose : l'idée mutualiste et le fédéralisme libertaire.

Quand, aujourd'hui, nous expliquons qu'il faut « agir au lieu d'élire » nous offrons une autre perspective : celle de l'action directe — c'est-à-dire sans intermédiaire —, une action quotidienne, dans tous les domaines, contre l'oppression et l'exploitation. L'action aussi pour construire patiemment l'organisation de classe indispensable pour réaliser le projet libertaire de transformation sociale. « *Le but des anarchistes, a expliqué Malatesta, reste celui de montrer au peuple qu'il peut et doit organiser lui-même la nouvelle vie et ne pas se soumettre à la loi* » (6).

sans que jamais une majorité puisse opprimer, spolier une minorité. La condition pour que tout cela marche c'est, évidemment, la réalisation d'une complète égalité économique.

Sébastien BASSON

(1) Les ouvriers dans la société française (XIX^e-XX^e siècles), Ed. du Seuil, Point Histoire.

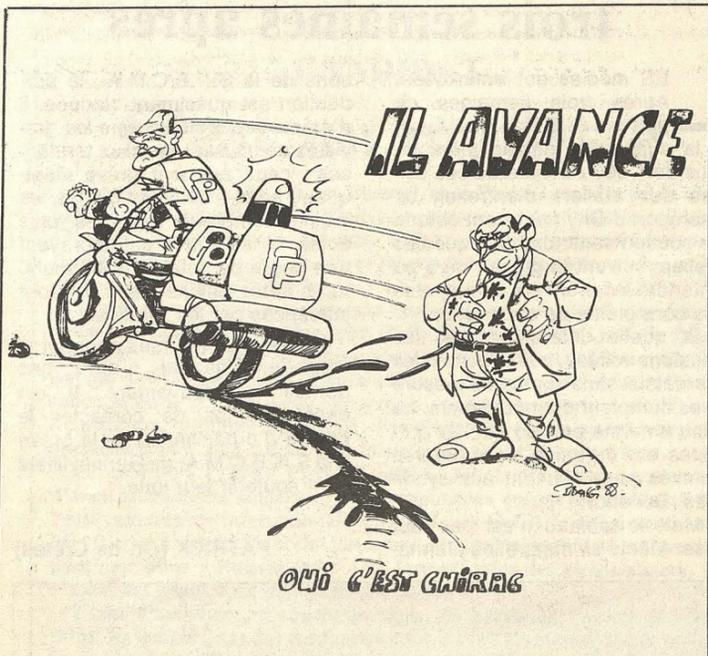
(2) De la capacité politique des classes ouvrières, Editions du Monde libertaire.

(3) La Révolution sociale ou la dictature militaire, publiée aussi sous le titre L'Empire knouto-germanique et la Révolution sociale.

(4) Le Canard enchaîné du 23 mars 1988.

(5) Articles politiques, Ed. 10/18.

(6) Idem.



détentrice de la propriété et du capital, quelque indépendant ou libre d'ailleurs qu'il soit ou plutôt qu'il paraisse sous le rapport politique, ne pourra jamais produire que des élections illusives, antidémocratiques et absolument opposées aux besoins, aux instincts et à la volonté réelle des populations » (3).

Tout en émettant des réserves quant à l'usage éventuel du suffrage universel dans une société où serait réalisée l'égalité économique, il faut bien admettre qu'un siècle après ces paroles demeurent d'une très forte

Sophie Coignard nous apprennent qu'au club le plus prestigieux, « le Siècle », la droite côtoie la gauche : Lang, Attali, Henu, Stasi, Christian Bonnet, Toubon, Aurillac, Poniatowski, Juppé, Giraud et les représentants des grands corps d'Etat. Le club « Echange et Projets » fondé par Jacques Delors réunit 200 personnes, des gaullistes « progressistes » à la gauche « éclairée »...

Tous ces gens-là sont à la fois rivaux et complices. Rivaux, et ils ne reculent pas devant les coups les



VITICULTURE

Ça tourne au vinaigre

LES ministres de l'Agriculture des Douze se sont réunis le 29 mars à Bruxelles pour décider du sort de la viticulture. Au programme : primes à l'arrachage et distillation obligatoire. Or ceci ne satisfait pas les viticulteurs du Languedoc-Roussillon, qui l'ont fait savoir, avant et après les décisions de Bruxelles, par des manifestations et des opérations contre les voies ferrées et les autoroutes.

Douze contre le vin...

Qu'est-il sorti des 10 heures de négociations ardues entre les douze représentants de l'agriculture européenne ? Négociations pour lutter contre les énormes excédents de vin de la C.E.E. Aux dires des viticulteurs méridionaux, rien de bon,

même si certains s'accordent à dire que cela aurait pu être pire, par exemple si les ministres s'étaient tenus aux propositions de la Commission européenne qui, elle, n'a pas de contraintes politiques.

Je n'entrerai pas trop dans les détails techniques de cet accord qui doit être appliqué en septembre 1988. Sachons que la C.E.E. produit chaque année 150 millions d'hectolitres de vin de table pour une consommation de 100 millions distillée et payée à 50% du prix d'orientation, et le reste encore moins cher. D'autre part, les viticulteurs dont le rendement était plus élevé que la moyenne nationale devaient obligatoirement distiller une partie de leur récolte, sans tenir compte de la qualité du vin.

L'accord de Bruxelles a aggravé ces mesures. Plus que 10 millions d'hectolitres payés à 50%, abaissement du seuil de distillation obligatoire, réduction rapide des prix de distillation pour arriver à 7,7% du prix d'orientation (soit environ 20 centimes le litre !). Ce qui actuellement est payé 43,5%, le sera entre 25% et 30%. Une baisse assurée des revenus.

D'autre part, les Douze ont décidé d'encourager la réduction du vignoble en augmentant les primes à l'arrachage d'environ 20%. Ces mesures concernent désormais tous les types de vigne, même celles de qualité. Seul 10% du vignoble national y échappe. Il s'agit essentiellement des zones de petites appellations en restructuration.

propose « que le volume de vin mis sur le marché doit être attribué équitablement à tous les gens qui travaillent la vigne au prorata du temps passé. »

Avant les accords des Douze, les viticulteurs se sont rassemblés une dernière fois le 24 mars à Montpellier pour exprimer leur colère. Cette manifestation s'est déroulée suivant le même schéma que celle de Béziers (voir *Monde libertaire* n° 697) : début en douceur, discours enflammés des leaders syndicalistes, heurts avec les C.R.S. (47 blessés) puis retour mouvementé (barrages de pneus enflammés, attaque de Crédit Agricole, détérioration d'installations de la S.N.C.F.).

Déjà, la veille, le Narbonnais avait eu le privilège de renouer avec

les opérations commandos. Et dès que les mesures de Bruxelles ont été connues, un commando de 200 viticulteurs audois a quelque peu malmené aux environs de Carcassonne les voies ferrées et un poste de péage de l'autoroute, blessant au passage un employé.

Le mois d'avril verra sans doute se développer d'autres actions de ce type, et les pouvoirs publics devront faire face à la détermination du Midi viticole qui refuse de crever.

Je finirai par une remarque : on se soucie à juste titre du sort des viticulteurs, mais qui aujourd'hui s'intéresse à celui des ouvriers agricoles, maghrébins pour beaucoup, qui eux travaillent la terre mais ne la possèdent pas.

CLAUDE (Béziers)



M. Lacombe, président de la F.N.S.E.A.

Le vin contre les Douze...

Les organisations professionnelles ont réagi de façons diverses. La F.N.S.E.A., qui ne peut pas trop désavouer « son ministre » Guillaume, insiste sur le fait que cela aurait pu être pire. Certes, « des prix plus élevés étaient indispensables », mais la F.N.S.E.A. gèrera tout ça comme à son habitude.

Quant à la Confédération paysanne, elle « demande l'arrêt d'une politique qui implique la casse de l'outil de travail », et qui va « dans le sens d'une forte diminution du nombre de viticulteurs. » Il est vrai qu'entre 1979 et 1986, plus de 12 000 exploitations ont été liquidées dans le Languedoc-Roussillon, et c'est encore 6 000 autres qui doivent disparaître dans les prochaines années. La Confédération paysanne

Des nouvelles de Mario Ines Torrès

Mario Ines Torrès a été extradé de Finlande vers l'Espagne le lundi 28 mars. Il a été transporté à Madrid dans un avion militaire, et des agents d'Interpol l'escortaient. On l'a tout d'abord incarcéré à Carabanchel, qui est aujourd'hui devenu un centre de transfert.

Une déléguée du mouvement étudiant finlandais s'est rendue à Madrid, afin de pouvoir suivre ce qu'il advenait de Mario. La compagne de ce dernier a pu lui rendre visite et l'a trouvé en bon état, tant d'un point de vue moral que physique. Le juge a fait savoir à Mario qu'il serait jugé pour le « braquage de Barcelone » (avoué sous la torture et pour lequel tous les co-inculpés ont été acquittés, voir « *Monde libertaire* » n° 695 et 699) d'ici trois à six mois.

En attendant, Mario a été transféré à la prison de haute sécurité de Alcalá de Meco où sont détenus les membres de l'E.T.A. militaire. Il est, de plus, maintenu à l'isolement. Plus que jamais, il faut soutenir Mario, et il semble que le meilleur moyen soit de lui envoyer personnellement des lettres de soutien. Voici donc son adresse : Mario Ines Torrès, Carcel de Alcalá de Meco, Alcalá de Henares, Madrid, Espagne.

Groupe Albert-Camus

RÉPRESSION SYNDICALE

Toujours plus

LE 24 février, dans le Centre de la France, un syndicaliste C.G.T. d'une entreprise de boucherie se fait « éclater la tête » mais n'en meurt pas pour autant. Deux hommes de main de son patron, armés, sont arrêtés par la police à qui ils déclarent vouloir corriger un homme. Affaire classée sans suite.

Un mois après, le 24 mars, nouvelle tentative d'élimination physique de Patrick Boudet, le même syndicaliste. Cette fois-ci, son patron, en cavale, est reconnu comme le commanditaire du « contrat » : 50 000 francs pour faire taire le syndicaliste qui avait refusé d'aller voir ailleurs en échange de 250 000 francs.

Le patron, qui a pris des gants (des tueurs à gage) pour ne pas se salir les mains, reprochait au moins

deux choses à P. Boudet. La première, c'était d'avoir une démarche syndicaliste dans une profession où l'abrutissement par un travail harassant reste monnaie courante. La seconde, c'était de vouloir dénoncer clairement un trafic de viande (auquel se livrait son patron), qui n'est pas une exception dans les milieux troubles de l'agro-alimentaire et de la grande distribution. Il y a quelques mois, un gérant d'hypermarché avouait qu'il fallait savoir tricher avec les instances européennes.

Le contexte social actuel encourage les patrons à user de méthodes de plus en plus expéditives. Ces gangsters considèrent l'action syndicale comme un crime. Mais qui sont les vrais criminels ?

P. B.

Non au racisme en Ardèche !

A l'appel de la Fédération anarchiste et des comités Juquin, une trentaine de personnes (seulement !) se sont rassemblées à Privas (préfecture de l'Ardèche), le vendredi 1^{er} avril, à 19 h, pour protester contre la venue dans cette ville de Stirbois, secrétaire général du F.N. Les partis de gauche et les syndicats ont refusé de se joindre à nous (le P.C.F. invoquant le risque de provocations). Leur attitude illustre clairement leur peu de volonté de lutter contre le racisme et la xénophobie, si ce n'est sur le plan électoral.

Pourtant les urnes n'ont jamais été un barrage efficace pour empêcher l'extrême droite dictatoriale ou fascisante d'accéder au pouvoir (Allemagne en 1933, Espagne en 1936).

Face à la montée des idées racistes, il est nécessaire de se mobiliser dans l'unité pour montrer partout : entreprises, quartiers, mais aussi dans la rue, notre opposition totale aux théories prônées par le F.N. C'est un travail de longue haleine, et face à l'ampleur de la tâche il faut garder le pessimisme pour des temps meilleurs !

Groupe d'Aubenas

S.N.E.C.M.A.

Les médias informent trois semaines après

LES médias ont enfin cédé. Après trois semaines de grève à la S.N.E.C.M.A., et à la suite d'un déplacement de plus de 1 000 ouvriers de ces usines aux ateliers d'entretien de l'aéroport d'Orly (où ils ont obtenu un soutien sans toutefois que ces ateliers suivent la grève), on a pu entendre les premiers commentaires consistants de cette lutte.

Et quelle différence avec les allusions voilées, ou les échos des journaux sans commune mesure avec l'ampleur du mouvement. La Cinq a même précisé que les grévistes ont organisé leurs propres comités parallèlement aux syndicats. Bel effort !

Mais le tableau n'est pas tout rose. Même si, malgré les affirma-

tions de la S.N.E.C.M.A., la production est quasiment bloquée, il n'en reste pas moins que les grévistes se divisent en deux tendances : ceux qui font grève vingt-quatre heures sur vingt-quatre, les moins nombreux mais les plus actifs, et les autres qui débrayent une heure ou deux tous les jours. Vous aurez deviné, ceux qui sont influencés par les syndicats !

La grève se poursuit donc, et le week-end pascal n'aura pas démoli le mouvement. Il est encore temps de contacter le comité d'organisation de la grève à la S.N.E.C.M.A. de Gennevilliers pour soutenir leur lutte.

PATRICK (Gr. de Créteil)



ÉCOUTEZ
RADIO-LIBERTAIRE
89.4 MHZ
PARIS

en bref...en bref...

• Le numéro 242 d'« Union Pacifiste » du mois d'avril vient de sortir au prix de 15 F. En vente à la librairie du *Monde libertaire*.

• Le Centre international de recherche sur l'anarchisme informe que René Bianco soutiendra sa thèse d'Etat consacrée à : « Un siècle de presse anarchiste d'expression française dans le monde », le lundi 18 avril 1988, à 14 h 30, à Aix-en-Provence (fac des Lettres, avenue R. Schuman, salle des professeurs). La soutenance d'une thèse d'Etat est publique et vous pouvez y assister. Samedi 16 avril, à 17 h, le professeur R. De Jong présentera « L'anarchisme au Pays-Bas », au C.I.R.A. : 5, rue des Convalescents, 13001 Marseille.

• Le numéro 75 de « Courant Alternatif » du mois d'avril vient de sortir, à son sommaire : Kanaky, immigration, Corse... En vente à la librairie du *Monde libertaire*.

• Le C.I.R.A. organise, le 23 avril à 15 h, une conférence sur « Quel avenir pour le syndicalisme ? », qui sera animée par des militants libertaires. Cette réunion se déroulera au siège du C.I.R.A. (5, rue des Convalescents, 13001 Marseille).

C.G.T.-P.C.F.

Et les statuts de la C.G.T. ?

« L y a quinze à vingt ans, les divers clans sociaux existaient presque comme aujourd'hui — seulement l'ambition n'avait pas germé chez les individus. Aussi marchait-on tous en cœur. Ça aurait pu durer ainsi jusqu'à la crevasse de la société bourgeoise si la politique n'était venue foutre la discorde entre les sociaux. C'est les guesdistes qui commercèrent à faire les chichis. Jusque-là tous les sociaux avaient une sainte horreur de la politique et convenaient que le parlementarisme était un sacré poison. Les guesdistes, à qui l'ambition poussait, firent des pieds et des mains pour entraîner les révolutionnaires. « Seuls les anarchos ne voulaient pas se laisser embobiner. Première scission ! ». Ces quelques lignes, écrites dans le *Père Pénard* du 1^{er} mai 1897, par celui qui sera secrétaire adjoint à la section des fédérations de syndicats de la C.G.T., Emile Pouget, raccourcissent de façon pragmatique, mais essentielle le problème. Dans l'« âge d'or » du socialisme tous les courants considéraient le parlementarisme, la politique, comme des déviations bourgeoises... Depuis les choses ont évolué et le politique a pris le pas sur le mouvement ouvrier, et le léninisme est appliqué quelque soit la sauce que certains y mettent.

Y z'i vont fort !

En 1981, le bureau confédéral de la C.G.T. nous avait fait le coup des ombres chinoises. On vous dit pas qui c'est, mais devinez...

C'était pour Marchais, et ça avait créé pas mal de remous au sein de l'appareil et des syndiqués. Aujourd'hui, alors que, de manière interne, la mobilisation pour Lajoinie traîne à la base, ça met les bouchées doubles dans les sphères syndicales !

A la une de l'*Humanité*, la proclamation d'un vote C.G.T. et une déclaration de la commission exécutive de la centrale syndicale qui déclarait benoîtement que « seul le P.C.F. avait pris position pour le

S.M.I.C. à 6 000 F », que « les convergences, dès lors qu'elles sont vraies, ne peuvent que nous réjouir et contribuer à renforcer l'action des salariés. » Même que Henri Krasucki a tenu à apporter son petit plus personnel ! Lui qu'on croyait le garant du jardin syndical.

Nous passerons vite sur l'opposition des quatre socialistes présents à la commission exécutive,

en cause l'indépendance de notre organisation et son caractère ouvert à l'ensemble des salariés. »

Pour les « militants communistes influents dans la C.G.T. », c'est la fuite en avant avec des œillères. Il n'y a qu'à parcourir le courrier des lecteurs de l'*Humanité*, c'est une véritable croisade religieuse, bientôt une lettre du genre « pour que le ciel soit encore bleu le 24 avril je vote Lajoinie » ?

ment dont notre pays, comme la R.A.T.P., ont tant besoin ».

Les instances du Parti communiste français avaient remarqué, il y a quelques semaines, que toutes les forces du parti n'étaient pas engagées à fond dans la campagne Lajoinie. Cela semble avoir été entendu, de manière plus marquée qu'il y a sept ans. A ma connaissance, seule l'U.L. C.G.T. de Rouen a officiellement appelé à

extérieur, mais pour le militant (anarcho-sindicaliste ou non) les luttes internes à la C.G.T. ont un caractère nouveau en ce printemps 1988. Le désaccord de militants communistes avec l'alignement de l'organisation syndicale sur le parti semble plutôt profond. Ainsi, Marius Apostolo, onze ans secrétaire du syndicat C.G.T. de Renault-Billancourt, dix-sept ans responsable du secteur confédéral immigration, « auto-exclu » du P.C.F. en 1983 (1), déclare : « Aujourd'hui, je considère que "trop c'est trop", qu'il faut arrêter "le massacre", la tromperie, le double langage et mettre un terme à l'activisme d'une secte affolée qui conduit la C.G.T. à sa perte en l'entraînant dans le sillage du P.C.F. pour des raisons électoralistes à courte vue dont souffre toute la classe ouvrière ».

Qu'en sera-t-il de la C.G.T. après l'élection présidentielle ? A un dernier C.C.N. une responsable du syndicat des fonctionnaires déclarait qu'être un syndicat de classe pourrait suffire à la C.G.T... L'organisation syndicale réduite au « squelette communiste », est-ce cela qu'ils veulent ? Il y a quelques années les réactions vis-à-vis de l'engagement pris avec la candidature Marchais, de Solidarité en Pologne, étaient dénoncées comme des manœuvres de déstabilisation venant du P.S. A tout penser en termes de rapports de forces politiques, la direction de la C.G.T. en oublie souvent le syndicalisme.

L'Union départementale C.G.T. du Var soutient une position d'indépendance vis-à-vis des partis politiques ; est-ce là aussi une manœuvre du Parti socialiste ? Et si c'était plus simplement des syndicalistes qui respectaient les statuts de la C.G.T. Qu'en penses-tu Krasucki ?

THIERRY (Gr. Pierre-Besnard)

(1) Cf. *Le Monde* du vendredi 8 avril.



car s'ils fustigent le ralliement à un « train désuet de banlieue » que diraient-ils s'il s'agissait de Mitterrand lui-même ? Plus, beaucoup plus, intéressante est la réaction de militants qui, comme Georges Prampart (ancien secrétaire général de l'U.D. de Loire-Atlantique) et Roger Raisselot (ancien secrétaire régional des Pays de Loire), déclarent : « Il faut en finir, et vite, avec les violations des statuts de la C.G.T. qui se multiplient et mettent

Puisque la base ne semble pas unilatéralement convaincue, le parti fait appel aux cadres. Ainsi, à la R.A.T.P., un courrier intérieur a été adressé par l'ancien directeur, Claude Quin à la date du 1^{er} février. « (...) Je connais bien André Lajoinie. Je puis vous garantir les sentiments qui l'animent. C'est le seul candidat d'un changement réel. Les voix qui se porteront sur son nom exprimeront précisément cette volonté de change-

ment dont notre pays, comme la R.A.T.P., ont tant besoin... voter Lajoinie, mais il y a sûrement d'autres débordements...

Repeindre la façade ou couper le bras ?

Pourquoi, de rôle de courroie de transmission ou de caisse de résonance, la direction du Parti communiste français veut-elle faire jouer à la C.G.T. le rôle de comité de soutien ? La différence peut sembler légère pour l'observateur

CANDIDAT

C'est un modeste

Nous l'avions oublié : Pierre Bousset, alias Pierre Lambert, est le candidat aux présidentielles du Mouvement pour un parti des travailleurs (M.P.P.T.). A soixante-huit ans, l'allure d'un paisible commerçant, Pierre Lambert reste discret. Nous lui consacrons ces quelques lignes, sa modestie dût-elle en souffrir.

Son parcours n'est pourtant pas banal. A quinze ans, il travaille et milite à la Gauche révolutionnaire, l'aile gauche de la S.F.I.O. de Léon Blum. Exclu en 1938, il se tourne alors vers le Parti socialiste ouvrier et paysan de Marceau Pivert. Pendant l'Occupation, il entre dans la Résistance (d'où le pseudonyme). Plus tard, pendant la guerre d'Algérie, il héberge des militants du F.L.N. Parallèlement, il mène une carrière syndicale à la C.G.T., dont il se fait chasser en 1953, puis à F.O.

Le M.P.P.T., dont Pierre Lambert est le candidat, rassemble d'anciens militants socialistes ou communistes autour de militants du Parti communiste internationaliste (P.C.I., ex-O.C.I.), dirigé par Lambert Pierre. Le P.C.I. n'hésite pas à mettre entre parenthèses son identité trotskiste pour « ratisser large » et former, selon les circonstances, le « parti des 5 000 » ou le « parti des 10 000 ».

Usant d'activisme, d'appels ambigus, de pressions, jouant de relations, les lambertistes ont tendance à confondre buts et moyens, ce qui ne les rend pas populaires auprès des militants d'autres organisations. Mais « Les lambertistes ça n'exite pas », confie Pierre Lambert à un journaliste de *Libération*. Quel modeste ! Pourtant, langue de bois et gros bras, les étudiants anarchistes et d'extrême gauche ont pu le cotoyer, avant la scission.

Ces caractéristiques sectaires cachent le programme du candidat. Les médias ont retenu l'augmentation des salaires de 10%, sensée régler le problème de la Sécurité sociale. Outre que le P.C.I. prétend, comme Lutte ouvrière et la Ligue communiste révolutionnaire, incarner le véritable trotskisme, il se positionne toujours par rapport à la gauche, et au P.C.F. en particulier. Ainsi, Pierre Lambert qualifie les politiques gouvernementales de 1981 à 1986 de trahison. L'horizon indépassable de la social-démocratie ! Naïveté politique ou tactique, cette absence de perspectives explique peut-être en partie le passage de nombreux militants au P.S.

P. L.

Manifestons le 1^{er}-Mai

Le 1^{er}-Mai est traditionnellement une journée de revendication pour les travailleurs. Pétain l'a transformé en « fête du travail » et aujourd'hui le Front national veut en faire la Fête de Jeanne d'Arc. Le 1^{er} Mai, cette année juste entre les deux tours des élections, va permettre à Le Pen, malgré son élimination au premier tour, de montrer aux politiciens qu'il faut désormais compter avec lui et il essaiera de monnayer son désistement au second tour. Des voix s'élèvent en ce moment, même du côté de ceux qui n'ont soi-disant pas d'illusions sur l'utilité du bulletin de vote pour inciter à aller voter dans l'espoir de faire barrage à l'extrême droite.

Bilan négatif

Revenons un peu en arrière. Mai 1981, la Bastille est en fête, la gauche a gagné, le Parti socialiste a la majorité absolue à l'Assemblée nationale et il peut donc mener la politique qu'il entend. On va voir ce qu'on va voir ! Mars 1986, la droite revient au pouvoir et on peut maintenant tirer un bilan. Quelques meubles ont changé de place, mais à part cela tout va bien. Le P.S. a été un gérant loyal du capitalisme. Quelques-uns parlent de trahison, d'autres de désillusion, mais comment aurait-il pu en être autrement ?

Les structures politiques et économiques actuelles sont incompatibles avec le socialisme. Les socialistes le savent, les bourgeois aussi. La gauche, nous le savions, n'a pu faire autre chose que gérer la société plus ou moins libéralement selon la conjoncture, selon l'économie capitaliste mondiale. Les restructurations se sont donc poursuivies au même rythme sous Mitterrand que sous Giscard.

Sur le plan de la stratégie parlementaire, les partis ont joué aux apprentis sorciers. Les socialistes ont permis la montée de Le Pen pour le jeter dans les pattes de la droite en obligeant celle-ci à des alliances et en agitant après le drapeau de l'indignation. Quant à la droite, il n'a pas fallu beaucoup la pousser pour qu'elle aille chasser sur les plates-bandes de Le Pen si proches des siennes, et un charter de temps en temps, c'est bon pour ramener les électeurs égarés.

Une riposte appropriée

Que le Front national manifeste le 1^{er}-Mai est une provocation à l'encontre des travailleurs dont les intérêts sont déjà fort mis à mal successivement par les politiques socialo-communiste, socialiste puis libérale. Le SMIC est cassé, le droit de grève subit des attaques, les statistiques du chômage sont truquées, la protection sociale est remise en

cause... A l'heure où le consensus est grand parmi les politiciens pour faire payer aux travailleurs les frais de « la crise », la mobilisation est plus que jamais importante.

En réalité, Le Pen ne sera pas plus dangereux demain qu'il ne l'est aujourd'hui en poussant les politiciens de tous bords à reprendre en partie son programme alors qu'ils évoquent à tous propos la démocratie et les droits de l'homme. On l'a remarqué par exemple avec la première version du code de la nationalité. Les idées d'extrême droite doivent être combattues quotidiennement, sur le lieu de travail, dans les syndicats, les associations, les communes. Le bulletin de vote ne fait qu'enterrer la démission, le laisser-aller de tous.

Le terreau qui permet à Le Pen de grandir, c'est principalement la « crise », et nous, nous voulons sortir de ce système d'injustice et d'exploitation, que la farce électorale légitime. Nous combattons les idées autoritaires d'où qu'elles viennent, mais à notre manière et sans compromissions. C'est pourquoi nous appelons tous ceux qui refusent les idées fascistes et la société capitaliste dans laquelle nous vivons à manifester avec la Fédération anarchiste : le 1^{er}-Mai, à 10 h, place de la Bastille.

Fédération anarchiste

MAI 68

Interview d'un militant syndicaliste

Le troisième témoignage, recueilli par l'émission « Chronique syndicale » de Radio-Libertaire, est celui d'un syndicaliste. C'est la vision d'un militant déjà expérimenté au moment des événements que nous vous proposons cette semaine.

La rédaction

logie libertaire », je me considérais comme libertaire.

— R.-L. : Vous avez été surpris par 68 ?

— J. : Je travaillais à l'Imprimerie Nationale, où j'étais délégué C.G.T. Ce qui nous a sidéré c'est la nuit des barricades (4). On écoutait la radio, on parlait ; dans toutes les couches de la population il y a eu une énorme indignation contre la violence policière. C'est ce qui explique cette gigantesque manifestation du 13 mai ; c'est la 1^{re} fois de ma vie que j'ai vu la force populaire. Un réflexe a joué, on s'est aperçu que les flics, les patrons, l'Etat... c'est pas le pied, et entraînés, tout le monde se laisse à dire y en a marre !

Au moment où les gens montaient les premières barricades, les militants de l'O.C.I. (5) ont prononcé cette phrase « historique » : « Arrêtez votre jardinage »... ils ont traîné ça pendant tout le mouvement !

extraordinaire..., on ne peut pas savoir ce qu'était le fameux soviet de Pétrograd, mais paraît-il une révolution singe la précédente... on pouvait penser que le vieux monde avait craqué.

J'écoutais l'après-midi Daniel Guérin qui avait amphithéâtre ouvert salle Richelieu ; il marchait de long en large, s'exprimait avec une clarté, une érudition fantastique ! L'assistance était d'une attention, d'une pertinence qu'on ne trouve certainement que pendant ces périodes-là.

Des camarades de la Fédération anarchiste expliquaient comment on allait faire fonctionner la société future sur un tableau avec des petits ronds reliés entre eux... Il y avait des jeunes, mais aussi des gens âgés qui s'interrogeaient, essayaient de comprendre.

— R.-L. : C'est ça qu'on peut qualifier d'ambiance révolutionnaire ?



A la Révolution prolétarienne, les camarades regardaient ça d'un air abasourdi : leur jeunesse, c'était la classe ouvrière et ils s'étaient battus contre les étudiants qui étaient « Action Française »... des étudiants de gauche qui tapaient sur les flics, alors ça...

— R.-L. : Ils étaient déphasés ?

— J. : Non, mais c'était un événement nouveau. Le lendemain du 13 mai, il y a eu la grève avec occupation de Sud-Aviation Nantes... et puis c'est parti. Pour nous, la Confédération avait demandé aux ouvriers de la Presse de ne pas faire grève — sans doute pour permettre à l'Huma de sortir — ; nous allions dans les différents journaux pour demander des réunions d'équipe pour décider la grève, mais on se faisait régulièrement foutre à la porte. Comme à l'Imprimerie Nationale, il y avait très peu de travail, les « gauchistes » se tiraient après l'assemblée générale.

— R.-L. : Vous faisiez les virées de nuit, vous alliez partout ?

— J. : Je suis content d'avoir vu ça dans ma vie : l'amphithéâtre de la Sorbonne grand, respectable, avec des peintures style pompier... tout cela noyé dans une fumée bleue avec une foule bariolée assise n'importe où, une grande table avec un drapeau noir et un drapeau rouge, un brouhaha absolument

— J. : Mon père me disait qu'à Barcelone en 1936 il y avait la même ambiance sur les Ramblas : les gens parlent, les contingences craquent, cette espèce de joie... mais il ajoutait que la révolution ce n'est pas ça, car il y a la réaction, les organisations... De ce point de vue c'était l'improvisation totale, mais ça marchait, on pouvait avoir des renseignements, il y avait même des gens avec un brassard rouge qui faisaient la circulation ! Le quartier Latin était une « zone libérée ».

— R.-L. : Il n'y a pas eu que le quartier Latin, il y a eu les occupations d'usine.

— J. : Les camarades qui ont connu 36 disent : c'est la même chose, à un moment les grèves démarrent... c'est absolument incontrôlable ; le P.C.F., la C.G.T. ont été obligés de prendre le train en marche, rien ne fonctionne, des comités de grève partout. On peut dire que l'Etat a cessé de fonctionner pendant quelque temps, les responsables ne savaient pas quoi décider, les liaisons étaient impossibles, les préfets ne pouvaient plus téléphoner...

Là, ce n'était plus la tradition orale, réapparaissait tout ce que la classe ouvrière porte de révolutionnaire : l'égalitarisme, la fraternité, le tutoiement...

— R.-L. : Mais il y a eu peu à peu une reprise en main.

— J. : Tout a basculé après une manifestation fin mai, à l'appel du Mouvement du 22 Mars, des comités d'action, du P.S.U., devant la gare de Lyon. C'était le mouvement de 68 qui était là ; c'était une autre planète, on avait abandonné les slogans du syndicalisme traditionnel, les banderoles n'étaient plus les mêmes. Il y avait toute sorte de drapeaux, notamment des drapeaux noirs, de plus en plus nombreux depuis le début des événements.

Puis il y a eu l'intervention de de Gaulle, mais il n'était pas tout seul à briser le mouvement. C'était une grève générale, mais sans projet révolutionnaire élaboré. Et puis les ouvriers ont constaté que le Parti appelle à la mobilisation quand les masses sont démobilisées, et quand elles sont en marche, il casse le mouvement ! Quand tu vois ça une fois dans ta vie, tu n'oublies pas.

Mais avant les accords de Grenelle, il y a eu Charléty. Même si un des premiers qui rentre dans le stade avait un drapeau noir, en fait il y avait Mendès-France, et derrière déjà Mitterrand... Les socialistes, qui n'avaient pas grand-chose à voir avec cette énorme révolte, se pla-

réformiste et non stalinienne c'était quelque chose comme le syndicalisme révolutionnaire, modernisé évidemment, jusqu'à l'expropriation des expropriateurs par la gestion ouvrière...

Mais à l'époque les libertaires étaient dispersés dans la classe ouvrière, pas réellement organisés.

— R.-L. : Et l'Alliance syndicaliste ?

— J. : Oui, après une série de conférences avec la Révolution prolétarienne, des militants de la Fédération anarchiste, les Charpentiers en fer, l'U.A.S. (7)... l'A.R.A.S. (8) a été constituée le 1^{er} janvier 1970 par le courant syndicaliste libertaire. Dans un des textes on avait adopté un programme de réunification syndicale, avec libre représentation de toutes les tendances, non cumul des mandats politiques et syndicaux, et les principes de l'internationalisme prolétarien. On a eu des activités syndicales importantes, par exemple création du Syndicat du commerce de Paris, du Syndicat des intérimaires C.F.D.T., soutien au S.L.T...

A la C.F.D.T., les premières dissolutions confédérales ont commencé là où des camarades militaient : U.D. Gironde, Union locale 8^e et 9^e... Des syndicalistes ont découvert l'anarchisme à travers l'Alliance. Mais peu à peu, il n'est resté que ceux qui n'avaient pas d'organisation libertaire avant et on est devenu un groupe à côté des autres ; l'objectif principal avait échoué, c'est ce qu'on a considéré en 1976...

— R.-L. : Mai 68 a eu une influence sur l'évolution des mœurs.

— J. : A mon avis, c'est un des éléments les plus positifs. Il y a eu un craquement réel, l'individu qui veut vivre en dehors du moule, refuser le modèle ancien « on se marie, on habite un appartement, on attend la médaille du travail... ». Les libertaires n'ont pas tellement été touchés car le problème de réalisation de l'individu est inhérent à l'anarchisme, mais d'autres militants ont été ébranlés, par exemple à Révolution il y a eu une scission entre « léninistes » et « vie quotidienne » ; la révolution d'accord, mais la révolution c'est nous aussi !

Et puis, il y a eu le M.L.F., la contraception, l'avortement, la libéralisation sexuelle, l'éclatement des problèmes du couple... Bien sûr le système a su s'adapter, gérer le changement par le libéralisme. Mais de toute façon il vaut mieux pour une femme vivre sans l'angoisse d'être enceinte... quand on pense qu'Aristide Lapeyre était quasiment mort en prison pour être tombé sous le coup de la loi de 1921 contre l'avortement !

C'est sur les frustrations, sexuelle, sociale... que s'appuient les régimes totalitaires et tout ce qui les diminue est positif.

Propos recueillis par Serge

(1) C.G.T. Syndicaliste-Révolutionnaire créée en 1926 à Lyon (Chartre de Lyon) par des syndicalistes, notamment anarchistes, refusant le travail fractionnel du parti communiste dans la C.G.T.U.

(2) Revue fondée en 1927 par le noyau de la Vie Ouvrière qui, restant syndicaliste, n'a pas adhéré au P.C.F.

(3) Nationaux-communistes.

(4) Du 10 mai au 11 mai.

(5) Trotskistes lambertistes.

(6) Courant de la F.E.N. regroupant des anarcho-syndicalistes et des trotskistes.

(7) Union des anarcho-syndicalistes.

(8) Alliance syndicaliste révolutionnaire et anarcho-syndicaliste.

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

PRISON

L'isolement à la Santé

Récemment, un article du *Monde libertaire*, consacré à l'isolement carcéral (*Monde libertaire* n° 700), montrait que, des quartiers de haute sécurité aux quartiers d'isolement, seul le nom avait changé. Cette forme de torture légale vise surtout à détruire les détenus les plus contestataires. Thierry Chatbi est un de ceux-là. Détenu sans jugement depuis plus de vingt mois, pour son passé de taulard, il a plusieurs fois manifesté son refus de cette situation (voir les *Monde libertaire* n° 683 à 689). Le témoignage que nous reproduisons ici illustre la volonté de destruction des prisonniers. Pour soutenir Thierry Chatbi, vous pouvez écrire à l'adresse suivante : 42, rue de la Santé, 232 944 A, troisième division, rez de chaussée 011, 75014 Paris.

Le comité de rédaction

LES conditions de détention sont particulièrement éprouvantes du fait de l'isolement total. Isolement sensoriel, entrecoupé par les seuls cris et plaintes des détenus placés au « mitard » (quartier disciplinaire) qui jouxte le quartier d'isolement. Quartier disciplinaire qui abrite une cellule de contention (régulièrement employée à la Santé), ainsi qu'une cellule d'isolement « médical ». Cette cellule d'isolement médical est vide de tout mobilier, fenêtre condamnée, sans autre commodité qu'une chiotte « à la turque ».

Y sont placés les détenus ayant fait une première tentative de suicide. Aucune aspérité, aucune fixation, rien qui puisse faciliter une nouvelle tentative : le béton à l'état brut. A poil, sans autre effet qu'un matelas de mousse, le détenu peut y rester plusieurs jours. Un toubib, on ne peut plus complaisant, le gavera de neuroleptiques et le renverra en détention normale. Jusqu'à la prochaine tentative, si ce n'est pas la bonne...

Quartier d'isolement

Le quartier d'isolement est donc dans le prolongement de cette course ; c'est d'ailleurs l'ancien mitard, réaménagé et renforcé après l'évasion de Mesrine de ce même quartier en 1979. La cellule est meublée d'un placard en béton, d'une table en béton, de chiottes et d'un lavabo, le tout fixé dans le béton. Le lit est scellé et rabattable sur le

mur, le tabouret en plastique, la fenêtre protégée par une double protection de grillage en métal déployé, qui en obstrue et en condamne l'accès. Celle-ci se manœuvre par câble, de l'extérieur, et ne bascule qu'à 30°. Bien évidemment une rangée de barreaux et une nouvelle grille en métal déployée et fixée à l'extérieur complètent ce dispositif. Cette lucarne est placée à 2,5 m de haut. Il en résulte que nous ne voyons jamais la lumière du jour, et encore moins celle du ciel. Aucun rayon de soleil, même timide, ne vient jamais réchauffer ce tombeau. La lumière reste allumée de 7 h à 23 h. Le bouton de commande se trouve également à l'extérieur. Une ampoule de 60 watts te balance sa lumière blafarde dans les yeux. L'ampoule est placée dans une cavité aménagée au milieu du plafond, protégée elle aussi par une grille... L'endroit est pourtant inaccessible.

Le tout est bombardé de cette peinture jaune cassé : coquille d'œuf. C'est la couleur reposante, décontractante, préconisée par les psychiatres. Des études ont été faites ! Le seul changement visible avec les Q.H.S., supprimés en 1981, est qu'ils ont décroché la double porte intérieure. Mais les gonds sont toujours là. Nous avons droit à deux promenades d'une heure, matin et après-midi. Jamais à heure fixe, toujours seul dans la cour, avec interdiction de communiquer même en promenade. Deux cours sont affectées aux isolés, nous sor-

tons donc à deux, un dans chaque cour, mais jamais avec le même codétenu.

Surveillance permanente

Quand nous nous rendons en promenade, tous les mouvements sont bloqués, comme lors de chacun de nos déplacements. Un brigadier et plusieurs surveillants équipés de *talkie-walkie* nous surveillent de très près.

Fouille par palpation lors de toute sortie de cellule, et fouille à corps (à poil) avant et après chaque visite (avocat, famille, docteur, assistante sociale, pasteur ou autre). Pour nous rendre dans la cour de promenade, nous quittons le quartier en empruntant un couloir garni de barreaux et grillagé, genre conduit qui mène les fauves à la piste de cirque... Nous quittons ce boyau pour entrer dans une autre cage. La « cage-promenade » fait 6 à 7 mètres de long sur 5 à sa base et a la forme d'une part de camembert. Elle est recouverte, elle aussi, d'une épaisse rangée de barreaux, renforcée d'une grille en métal déployé. Pendant l'heure de promenade, le surveillant reste en faction dans son boyau, équipé de son émetteur-récepteur, et d'une alarme à portée de main.

Le quartier compte onze cellules disponibles. Il est pratiquement toujours plein. Actuellement nous sommes dix. Nous, donc, seuls vingt-quatre heures sur vingt-quatre, et sans aucun moyen de communiquer. Il ne nous est même pas possible de faire circuler les journaux ou toute autre lecture. Aucun contact, par quelque moyen que ce soit. Aucune activité récréative, sportive ou intellectuelle, alors que les détenus de la détention normale en bénéficient. L'accès aux cultes nous est également interdit. Les fouilles sont continues et répétées, les changements de cellule réguliers, ceux d'établissement fréquents. La censure est draconienne et sans aucune limite. Une phrase

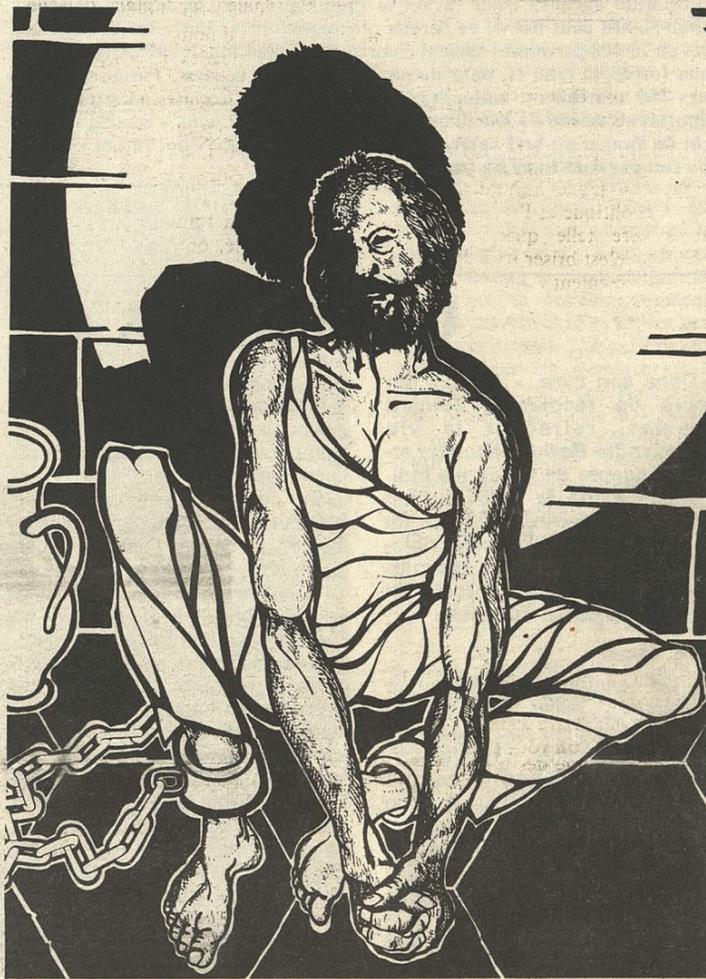
interprétée comme subversive, et c'est la censure du courrier.

Ce sont les surveillants du quartier qui nous servent les repas, distribuent les cantines ; nous ne voyons qu'eux. Aucun contact avec d'autres détenus. Les parloirs sont équipés de trois cabines, dont une avec séparation. Tout le temps de la visite, les surveillants sont derrière toi, collés à la porte, à épier tous les mouvements et enregistrer tout ce que tu dis. Un surveillant reste du

côté de la famille, un autre du côté du détenu. Les cabines sont bien évidemment équipées de micros, mais cela n'est pourtant pas suffisant. Ils poussent le vice, le voyeurisme, jusqu'à te violer ces quelques minutes d'intimité, ces quelques instants de chaleur humaine arrachés à cet univers de béton, de haine, de non-vie (...).

Thierry CHATBI

Les intertitres sont de la rédaction.



« IL Y A VINGT ANS... MAINTENANT »

Psychiatrie et politique

Le collectif « Il y a vingt ans... maintenant » organise, le 23 avril de 10 h à 18 h, à la maison de l'Amérique latine (217, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris) une journée psychiatrie et politique, avec J.-P. Faye, M. Beansayag et B. Gravier. Ces deux derniers sont les auteurs d'un texte qui explicite la problématique tout en prospectant la convivialité.

La rédaction

PENDANT la précédente décennie le fou, sujet politique, a été l'objet désigné du mythe, victime impuissante, porteur d'une vérité subversive. Objet de toutes les attentions militantes, il représentait une des clés de voute des grands mouvements de libération dont le souffle envahissait l'histoire. Pourtant le souffle est retombé, et on ne sait qui incriminer, ni quand, ni comment, ni pourquoi ? Désagréable impression d'avoir laissé dériver la barque, tout absorbés que nous étions par l'harassante pratique de l'institution ou de la novation.

Communautaire, intermédiaire, alternative la psychiatrie s'est adjectivée sans pouvoir réellement se penser autre ; et le comble, le fou n'a pas tenu ses promesses il est resté fou, chroniquement fou. Il est venu fantomatiquement habiter appartements thérapeutiques et hôpitaux de jour, post-scriptum justificatif d'une psychiatrie hors les murs, fruit de la passion conjointe du psychiatre humaniste et de l'administrateur zélé et moderniste.

A vider les structures, lieux de présentification de l'horreur, mais aussi lieu de représentation et de reconnaissance de la folie, là où il y a du fou, on en serait presque venu à oublier qu'elles étaient conçues pour demeurer et perdurer. Toujours là elles sont prêtes à accueillir, outre ceux qu'on a pas réussi à déchroniciser, les « nouveaux pauvres » de la folie : les vieux, les migrants, les handicapés du travail, les chômeurs...

Prêtes aussi à se renforcer par de nouveaux ghettos pour éradiquer ceux qu'elles se déclarent incapables d'accueillir dans les locaux d'une psychiatrie moderniste : déviants et autres malades difficiles, toxicomanes, porteurs de nouvelles pestes...

Comme toute une « génération », actualité oblige, portée par la prescience de l'indicible révolte du fou, stigmatisant les effets du corps social producteur d'oppression et partant de symptômes, il y a une rumeur qui court... disait Lacan, a-t-elle pu oublier ?

C'est peut-être la question de l'événement générateur de cet

oubli qu'il nous faut poser dans l'après coup, avant que l'oubli n'enveloppe de nouveau ce qui en permet l'émergence.

Une alternative pour la psychiatrie ?

Désuète l'antipsychiatrie ? Le dire ça rassure, un psychiatre qui brûle les asiles, ça fait acné juvénile, et bientôt image d'Epinal. Pourtant il y a eu vacillation, car interrogation sur l'être de celui qui apparaissait rebelle. De celui-ci le mouvement n'a retenu que le rebelle à mettre en scène. Malheureusement le metteur en scène a délaissé le peplum pour TF1, évacuant le pathos de *Family life* et la colère du nid de coucou pour réorganiser l'espace dans un secteur conforme.

L'abstraction imaginaire s'est faite Savoir, et comme tout savoir a entraîné de louables réalisations qui sont venues modifier le paysage psychiatrique comme autant de gages de fidélité à une utopie créatrice. Pourtant, de ce savoir un réel s'est absenté et a vidé l'élan d'une partie de sa substance, on a tout fait pour Lui et il n'est pas au rendez-vous que nous lui avons fixé.

Dans le grand mouvement qui a agité les idées et mobilisé les militants de 68 et d'après, la désillusion ne s'est pas emparée du seul domaine de la folie. Les fous n'ont

pas été le fer de lance d'une révolution globale, ils s'y sont refusés, comme s'y sont refusées les femmes emblèmes des mouvements féministes, et aussi les différents groupes sociaux ou nationaux cités comme luttes exemplaires.

Partout où il y avait événement, fort d'un savoir préalable sur la lutte des classes, le discours visait avec plus ou moins de bonheur à tout réduire au même, à décliner à l'infini le même antagonisme et à attendre la même issue rédemptrice.

L'impérieuse exigence du changement s'est disloquée au fur et à mesure que les feux s'éteignaient et que l'irréductible apparaissait comme inadéquat à un savoir prêt à l'usage. Prurit tardif de militants nostalgiques diront certains, ce serait négliger la stupeur, l'agitation, la ferveur et l'espoir anéanti. Ce serait aussi négliger les circonstances de l'émergence du savoir « Canada dry » qui a envahi les sphères professionnelles et militantes en général et la psychiatrie en particulier.

La science suspecte

Aux prises avec des signifiants porteurs de vérité comme autant de guérillas, personne n'a saisi le glissement par lequel la vérité s'est absentée. Nommons points d'excès ces moments où l'événement s'est fait absence, laissant la

rhétorique des discours révolutionnaires reposer sur le seul vide. Quand le vide règne, le risque est d'être happé par le vertige, mieux vaut alors colmater ce vide, se tranquilliser par de l'efficace. Efficacité, pragmatisme, cohérence, évaluation, grâce à la magie du réalisme nos grenouilles techniques se targuent d'avoir assimilé toute la connaissance.

Les psychiatres aussi s'arment de la règle à calcul, sûrs de pouvoir ainsi mieux gérer les comportements et d'enfin pouvoir corriger les discours biologiques. L'Être étant bio-psycho-social il est donc réductible à un diagramme à trois dimensions, la seule difficulté résidant dans l'identification des variables et la détermination des unités de mesure qui s'alignent sur l'axe du nouveau savoir.

Merveilleux énoncé qui va permettre enfin de donner une image présentable, médiatique, fidèle aux bonnes feuilles du *Monde*, qui ne s'autorise que du vide de toute représentation de la folie.

Qu'en est-il de notre raison d'être ? Une pratique unidimensionnelle qui se veut scientifique peut-elle être autre chose que scientifique ? C'est ce à quoi nous vous convions à réfléchir.

Bruno GRAVIER

RÉPRESSION ÉTATIQUE

Les anarchistes dans les bagnes de Guyane

« Au XVII^e siècle et pendant la première partie du XVIII^e, une des peines criminelles était celle des galères, qui consistait à ramer sur les galères de l'Etat. Mais les progrès de la marine à voile firent abandonner les bâtiments à rames, et les galériens furent internés dans certains ports. Il y avait des bagnes à Toulon, Brest, Rochefort et Lorient, celui-ci réservé aux soldats et marins. Le forçat était marqué au fer rouge sur l'épaule, et vêtu d'une livrée spéciale : casaque rouge, pantalon jaune foncé, bonnet rouge ou vert, suivant qu'il était condamné à temps ou à perpétuité. De plus, on lui mettait au pied une manille ou anneau de fer, munie d'une chaîne. Ces bagnes furent supprimés de 1830 (Lorient) à 1873 (Toulon). Et on transporta les forçats dans les colonies. » (Encyclopédie anarchiste, tome 1, p. 209)

Créés en novembre 1850 par Napoléon III, ces bagnes coloniaux furent fermés en 1946 après deux campagnes de presse retentissantes menées par les journalistes Jacques Dhur (avant la Première Guerre mondiale) et Albert Londres. On peut lire de ce dernier *Au bagne*, 1924. Entre ces deux dates, près de 70 000 personnes allaient connaître la répression, les maladies, les travaux forcés, la faim et, pour nombre d'entre eux, la mort. Parmi eux quelques 350 anarchistes, antimilitaristes et affiliés aux sociétés secrètes seront déportés en raison de leurs convictions politiques. Il nous a semblé intéressant de donner un bref aperçu de la répression étatique dont furent victimes nos compagnons dans les bagnes de Guyane.

La rédaction



Conditions de vie

Dans son livre, « Jacob » (en cours de réédition), Bernard Thomas, retraçant la vie d'Alexandre Marius Jacob (anarchiste adepte de la reprise individuelle et de la redistribution sociale, condamné à 20 ans de bagne pour divers cambriolages), donne quelques descriptions de la vie des forçats en Guyane au début du siècle.

• Le travail :

« On assigne un travail à Alexandre : tailler des pierres dans une carrière pour réparer le môle endommagé. Ensuite, on l'enverra maçonner quelque chose. Peu importe quoi. Aucune activité n'est réellement productive. On pare au plus pressé. On dispute à la jungle l'espace qu'elle envahit. On répare la toiture qu'un orage a abattue. On pêche à la ligne pour apporter un supplément aux menus. Le bagne vit en autarcie. Ses inventeurs pensaient, en envoyant sous les tropiques une main-d'œuvre gratuite, pouvoir aider à la colonisation. Le contraire est arrivé. Les émigrants volontaires désireux de faire fortune sous les tropiques, effrayés à juste titre par la proximité des forçats, ne sont pas venus comme en Indochine ou en Algérie. De son côté, l'administration pénitentiaire, la redoutable Tentaire, n'a rien produit. Sur quatre mille cinq cents transportés présents en

1910, compte tenu des mourants, des impotents, des punis, des malades, des planqués, employés comme domestiques auprès de quelques particuliers, des portecclés, des employés du service administratif, mille sept cents à peine sont censés construire quelque chose : une ligne télégraphique, le chemin de fer du Maroni, la route coloniale n° 1 surtout : un bel exemple de réalisation ; vingt-quatre kilomètres en ont été défrichés en soixante ans, au prix de soixante-dix bagnards par mois ; dix-sept milles morts, rien qu'en deux points : le kilomètre vingt-quatre et le kilomètre trente-six. Tombés parce qu'ils ne mangent pas à leur faim et qu'ils n'ont plus la force de lever leur pioche. Parce que les fièvres, faute de quinine, les abattent comme des mouches. (...)

« Le rendement est mince à ce tarif. Les déportés de Mauthausen, du reste, concurent ce type de méthodes et Hitler n'a eu pour organiser ses camps qu'à puiser dans l'exemple que nous avons donné durant cent ans. (...) »

• Le cachot :

« Le lendemain matin, on le transfère à l'île Royale : il est condamné à trente jours de cachot. Le cachot, il ne connaît pas encore. Un trou à rats, un cerceuil plutôt, tout juste assez grand pour le corps. L'obscurité absolue. Une

minuscule ouverture à ras de terre pour laisser passer l'air. Les chevilles serrées dans les anneaux situés aux extrémités d'une barre de fer. Sous le corps, une planche dure, qui déchire le dos. Deux interruptions par jour au supplice, de cinq minutes chacune, pour uriner. Nourriture : deux jours sur trois du pain sec et de l'eau. Quand on sort vivant de là, on ressemble à une limace, non à un homme.

« Il toussé. La fièvre le reprend. On l'extrait de sa tombe sur une civière pour le déposer sur le bateau de Saint-Joseph et, de là, à l'infirmerie. »

• L'infirmerie

« Une petite case très coquette, de l'extérieur, avec ses murs en briques et sa toiture de tuiles qu'ombragent un manguier et un arbre à pain. (...) »

« Mais l'intérieur ressemble à une sorte de grande poubelle où agonisent des restes humains. Deux lépreux geignent et hurlent dans un coin, des toiles à sac sur leurs plaies purulentes : il n'y a pas de pansements. Encore moins de médicaments. Et quand bien même y en aurait-il, plutôt que de les administrer aux patients, les infirmiers, sitôt le docteur parti, les vendraient pour grossir leur "débrouille". En revanche, les rations de nourriture y sont doubles. »

Une révolte des anarchistes

LES « lois célébres » (tous jours en vigueur), votées en 1894, allaient permettre à l'Etat d'expédier au bagne bon nombre d'anarchistes. Il semble que ceux-ci, reclus aux îles du Salut, aient suscité une véritable peur chez les autorités et surtout chez les gardiens qui préféraient avoir affaire à des criminels ou à des voleurs qu'à ces théoriciens intelligents, décidés, courageux, si différents de l'habituel « gibier » des prétoires.

Des bagnards dangereux

L'écho des mauvais traitements dont ils furent l'objet parvenait en France, à travers des lettres clandestines adressées aux familles, qui les communiquaient à certains journaux. C'est le cas de ces fragments que *L'Eclair* du 18 juin 1893 publia : « Pourquoi nous traite-t-on plus mal que les autres ? Le commandant, à qui nous l'avons demandé, nous a répondu que nous sommes dangereux, parce que nous sommes anarchistes. Nous ne comprenons pas pourquoi nous sommes plus dangereux que ceux qui ont volé, tué des enfants. Est-ce parce que nous ne voulons pas jouer le rôle de moutons ? (...) Je ne puis vous dépendre toutes les vexations dont nous sommes l'objet, toutes les cruautés qu'on imagine contre nous. Il faudrait pour cela entrer dans tous les détails de la vie au bagne, ça me mènerait trop loin et ce serait trop éœurant... » Une partie de la presse française protesta contre ces mesures mais, sur place, on redoubla de sévérité contre les anarchistes.



La fin

Rousseng finira sa vie comme il l'a commencée : seul. Etroitement surveillé par le 5^e bureau (ancêtre des R.G.), comme en témoignent les rapports d'indicateurs à son sujet, il vivra pauvrement, un moment recueilli par les libertaires de la ville d'Aimargues.

Pendant l'Occupation, il connaîtra les camps d'internement de Sisteron et de Fort-Barreaux, ce qui aggravera encore cruellement son état de santé. Il se suicidera à Bayonne en août 1949, à l'âge de 64 ans.

Daniel DENIME

(1) *Le Secours rouge international, qui parrainait les prisonniers d'opinion, faisait partie intégrante de l'appareil de propagande du parti communiste.*

Le bagnard de Saint-Gilles

P ARMI les forçats ayant séjourné à Cayenne, Paul Rousseng fut, sans doute, un des plus connus. Rares sont les ouvrages consacrés à l'horreur des bagnes qui ne font pas allusion au Saint-gillois. Mais ce que l'on sait moins, c'est que celui-ci fut un militant libertaire qui œuvra sans cesse pour la propagation de nos idéaux. A son retour de Guyane (il y passa 25 ans pour avoir brûlé son treillis et insulté ses supérieurs !) en 1933, Rousseng entreprit une tournée de conférences dans son département natal. Ces réunions publiques, qui dénonçaient les bagnes et la détention des prisonniers d'opinion qui s'y trouvaient, étaient organisées par le Secours rouge international (S.R.I.) (1).

Rousseng, démuné, n'ayant aucun moyen de subsistance, suivait docilement les directives des communistes qui exploitaient son cas à des fins électoralistes. Jusqu'au jour où...

La rupture

Le S.R.I. organisa un voyage en U.R.S.S. et, entre autres, y envoya

Rousseng d'août à novembre 1933, afin, croyait-on, que celui-ci en revenant chante les louanges de la « patrie du socialisme ». A son retour, désillusions.

L'ex-forçat écrivit, comme promis à son départ, ses impressions de voyage. Mais son manuscrit fut censuré puisque l'auteur se plaignit que « de nombreux passages biffés en bleu » devaient être revus et corrigés. La brochure parut tout de même et une conférence fut organisée à Paris. Mais Rousseng refusa de participer à cette propagande mensongère. Et, fidèle aux idéaux libertaires qu'il avait tout jeune embrassés, il travailla activement dans les milieux anarchistes de Nîmes.

D'août 1934 à juin 1935, il fut le gérant du journal *Terre Libre*, « organe fédéraliste libertaire » édité à Nîmes. Dans le n° 5 (septembre 1935) paraît un article intitulé « *Marxisme ou anarchisme* », où le militant libertaire aborde quelques problèmes constatés en U.R.S.S. au cours de son séjour. Et, notamment, la bureaucratie, le logement, la prostitution, la répres-

sion, etc. Son article se termine sur ces quelques lignes : « *Travillons sans cesse les masses avachies, semons le grain qui germera pour les moissons futures, quand se lèvera l'aurore de l'anarchie libératrice.* »

forts, alertés par le tintement des cloches, arrivèrent de l'île Royale. Les consignes du chef de camp étaient des plus claires : « *Feu partout et pas de quartier !* »

Le 22 au matin, la troupe se divisa en deux pelotons. Le premier fut chargé de la garde des cases qu'avaient réintégrées certains condamnés. Le second se déploya dans l'île en tirailleurs, à la recherche des anarchistes qui n'auraient pas regagné leurs cases. Ce fut une véritable chasse à l'homme et un ignoble massacre se déroula. Tous les replis de terrain furent inspectés, toutes les cavités de la roche visitées et fouillées. Les malheureux troupiers, chez qui l'ivresse avait détruit la raison, remplirent à leur honte cet odieux programme. Ils ne s'attachèrent pas à parlementer ni à faire de prisonniers, les forçats qu'ils rencontraient étaient impitoyablement fusillés.

Une répression féroce

Simon, Marpeaux, Léautier, Lebault, Maservin, Chévenet, Boésie, Garnier, Mermès, Kerveaux, autant de compagnons qui furent tués sans aucune défense. « *Léautier, Lebault et Maservin, voyant que tout espoir était vain et sentant toute résistance inutile, voulurent mourir en braves. Après s'être embrassés, ils déchirèrent leurs vareuses et, présentant aux balles leurs poitrines nues, ils tombèrent en poussant ce cri qui rendait toute leur pensée et résumait les aspirations de toute leur vie : "Vive la liberté ! Vive l'anarchie !"* »

Comme si cela n'était point suffisant, les dépouilles de nos compagnons qu'on débarquait étaient poussées du pied et injuriées par les femmes des surveillants qui couvraient leurs visages de crachats. Les jours qui suivirent ce massacre, elles amenèrent leurs enfants assister à l'immersion des cadavres et se réjouirent en famille du reposant et délicat spectacle qu'offraient les requins se disputant la pâture.

BRUNO (Gr. Région toulonnaise)

Indications bibliographiques : ouvrages sur les bagnes et les anarchistes déportés.

La Terre de la grande punition, Michel Pierre, édition Ramsay, 1982.

Souvenirs du bagne, Liard-Courtois, édition Fasquelle, 1905, épuisé.

La vie des forçats, Eugène Dieudonné, édition Gallimard, 1930.

La mort au ralenti, J.-M. Calloch, édition Mengès, 1980.

Mémoires, Louise Michel, épuisé.

Vingt-cinq ans au bagne, Paul Rousseng, éditions La Défense, 1934, épuisé.

Trois contes des îles, Malcolm Menzies, Corps 9, en vente à la librairie du Monde libertaire (45 F).

A tant d'injustices, de brimades et de violences de la part de l'administration pénitentiaire, répondirent plusieurs révoltes dont la plus célèbre, mais hélas ! la plus tragique, eut lieu dans la nuit du 21 au 22 octobre 1894 à l'île Saint-Joseph. Armés seulement de pointes de fer aiguisées et de bâtons, les anarchistes se ruèrent sur les gardiens et, après une courte lutte, les laissèrent morts sur le terrain. Mais des ren-

BRÉSIL

Mai 1988 : quels espoirs ?

L'ANNÉE 1988 amène avec elle un espoir de révolte que nous ne pouvons nier. L'histoire paraît être une séquence de cycles qui s'en vont et reviennent, laissant par-ci par-là certaines traces.

En 1908, surgissait le journal *A Voz do Trabalhador*, organe de la Confédération ouvrière brésilienne (C.O.B.), fondée en 1906, au pre-

mier congrès ouvrier, réalisé à Rio de Janeiro, représentant un pas important dans la lutte de la classe ouvrière contre le capitalisme.

En 1918, c'est la fin de la Première Guerre mondiale et l'année florissante de la Révolution russe, encore dans sa phase radicale, alors que le contrôle social n'était pas encore centralisé, aux mains d'un parti politique. En 1928, les signes de la plus grande crise capitaliste commençaient à pointer avec le crash boursier de New York. Les luttes ouvrières atteignaient également une forte intensité et cela malgré le danger du projet bolchévique de la révolution. En 1968, éclatent des mouvements de révoltes ouvrière et étudiante. D'abord la France, et puis toute l'Europe fut atteinte par la flamme de la révolte. Les principes anarchistes commencent à rémerger. Le prestige des propositions réformistes se ternissait. Mai 68 a eu, également, ses influences au Brésil. Nous avons eu les grèves de Osasco (Sao Paulo) et de Contagen (Miras Geres), les premières à provoquer la dictature militaire qui gouvernait ce pays. Les grèves naquirent spontanément et furent indépendantes des partis et loin des cabinets syndicaux.

Mai 1978

Puis vint mai 1978, et plus précisément le 12 mai avec la grève des ouvriers de Scania dans la ville de Sao Bernardo (Etat de Sao Paulo). La grève ouvrière, comme forme de lutte, va, les jours suivants, contaminer d'autres endroits, s'étendant dans tout l'Etat de Sao Paulo et atteignant d'autres Etats du Brésil. Des grèves intermittentes et explosives ont lieu.

En 1978, après 14 ans de dictature militaire, la bourgeoisie et les réformistes négociaient une « sortie » pour la crise économique et politique. L'explosion ouvrière vint mettre de l'eau dans l'huile et radicaliser le processus des luttes. Souvenons-nous de ces dix dernières années. Mai 1978, le Brésil fut emballé par le séisme des grèves continues. La catégorie de gens extrêmement passifs jusque là, commençait à bouillonner. Personne ne peut oublier comment les travailleurs de la Construction civil de Belo Horizonte ont fait bouger la ville dans la lutte pour les salaires et la liberté.

Beaucoup disaient, les communistes inclus, qu'il était dangereux de radicaliser, mais c'est justement en radicalisant que les travailleurs ont conquis les premières libertés, et parmi elles, le droit de grève. Cette radicalisation est allée en s'intensifiant jusqu'à 1981. La gauche, elle, considérait que le processus de transformation, de la réalité que l'on vivait, passait, d'un côté, par « la reprise des syndicats par les travailleurs », syndicats qui étaient, depuis 1934 à la botte du gouvernement, et de l'autre, pour l'intervention politico-partidaire dans la réalité. Qui défendaient ces propositions ? Les communistes, qui pourtant s'étaient alliés au syndicalisme officiel depuis la dictature de Getúlio Vargas ; les exilés qui arrivaient au Brésil, en fonction de la loi d'amnistie et qui avaient lié des relations, en Europe, avec la social-démocratie et l'Eglise.

Dans ce sens, les syndicats commençaient à gagner la vie qu'ils n'avaient pas avant ; les oppositions syndicales commencèrent, aussi, à se reformer et à disputer l'espace libéral avec ceux des vieilles structures syndicales. En 1981, a lieu la première Conférence nationale des classes travailleuses (C.O.N.C.L.A.T.), réunissant les syndicats d'Etat (copie conforme de la C.O.N.C.L.A.P., qui avait eu lieu quelques années auparavant organisée par les patrons : Confé-

rence nationale des classes productrices). Les luttes ouvrières se développaient à partir des locaux de travail, à travers les commissions d'entreprise, généralement clandestines. Avoir entraîné cette lutte vers les syndicats officiels, et ne pas avoir profité de l'esprit de l'époque pour créer des syndicats indépendants, a sans doute été une erreur grave. Il est vrai qu'il y avait des groupes — et parmi eux les anarchistes — qui défendaient cette

E.N.C.L.A.T.S. (rencontres par Etats, des classes travailleuses). La principale proposition fut la création d'une centrale syndicale pour unifier la lutte. D'où, la création de la C.U.T.

Il est important de souligner que certaines oppositions avaient déjà gagnées les syndicats, à travers les élections contrôlées par l'Etat. On peut souligner, par exemple, le cas des élections d'opposants dans les syndicats des postes, des vitriers,

C.O.N.C.L.A.T. (Coordination des classes travailleuses, aujourd'hui C.G.T.).

La C.G.T. et la C.U.T. continuent aujourd'hui à se disputer le terrain syndical, tout en s'unissant dans certains Etats (par exemple lors des élections bancaires du Salvador-Bahia). Tout cela se joue sur l'air des opportunités, sachant que seule compte la conquête du pouvoir aussi bien pour les réformistes de la C.U.T. que de la C.G.T. Cette vision réformiste du syndicalisme doit être démasquée, car elle s'éloigne des véritables fins du syndicalisme, qui doit être un instrument révolutionnaire.

Savoir ce qu'on ne veut pas

Il faut considérer qu'une explosion sociale est un moment, est un fait marquant, mais jamais aléatoire. Il existe des personnes qui comprennent qu'il y a des époques dans l'histoire qui sont comme des vannes et à certains moments, celles-ci servent à éliminer les pressions accumulées. Les phénomènes vérifiés dans les mouvements de Mai 68 et mai 1978 peuvent signifier cela. Mais qu'annonce mai 1988 ?

Pour nous, travailleurs, cela signifie beaucoup ; cela signifie l'apprentissage de ce que nous ne devons plus accréder, les recettes que nous devons rejeter. Citons un exemple : si nous demandons à quelqu'un quel a été le symbole de Mai 68 au Brésil, il pourrait répondre que cela a été José Ibrahim. Et le symbole de mai 1978 ? Ils répondent que cela a été Lula. Observons de plus près le parcours de ces hommes : ces deux hommes, au départ ouvriers métallurgistes se sont ensuite lancés dans la lutte partidariaire : José Ibrahim s'est joint à la social-démocratie et fait aujourd'hui parti du Parti démocratique travailliste (P.D.T.). Lula, quant à lui, veut être président de la République, et cela grâce au Parti des travailleurs, soutenu par des patrons et par l'Eglise, qui, n'arrivant pas à avoir son propre parti, essaie à défaut d'en noyauter d'autres. Les deux candidats au futur poste de président, Brizola du Parti démocratique travailliste ou Lula du Parti des travailleurs sont tous deux issus, au départ, des luttes ouvrières soit de 1968, soit de 1978. Ces exemples sont éducatifs dans la mesure où ils nous montrent les dangers de « leaders émergent des mouvements ouvriers ».

Mai 1988 annonce la renaissance du mouvement syndicaliste révolutionnaire brésilien, à travers la proposition de reconstruction de la Confédération ouvrière brésilienne (C.O.B.). Signalons en passant que 80 ans après, leur journal *A Voz do Trabalhador* vient de sortir son premier numéro. C'est l'aller et retour de l'histoire à la recherche de son chemin : la révolution sociale.

Texte extrait de « O Inimigo Do Rei » n° 22

Vient de paraître en langue espagnole, Le syndicalisme révolutionnaire au Brésil. En vente à la librairie du Monde libertaire. On peut se procurer le dernier numéro de O Inimigo Do Rei à cette même adresse.



idée, mais dans le feu de la lutte, la masse a opté pour d'autres chemins.

Le parti et les travailleurs

Dans le camp politico-institutionnel s'est créé le P.T. (Parti des travailleurs), suivant le discours marxiste, qui considère le syndicat comme un instrument de lutte économique donnant au parti le droit de conduire la lutte politico-sociale. Aujourd'hui, on reconnaît l'erreur qu'a été la construction de ce parti. Nous pouvons vérifier à posteriori que tous ces chemins avaient été planifiés, auparavant, par les groupes socio-démocrates et l'Eglise, qui, avec l'argent des aides internationales, finançaient la propagande de cette illusion et contrôlaient les groupes les plus actifs du mouvement populaire.

La crise économique aiguë, de 1982 à 1985, a démontré que le mouvement ouvrier se désarmait. La bourgeoisie et les réformistes réussirent à attirer les travailleurs dans leurs pièges électoraux et, en 1985, on vit les groupes économiques, qui, avant 1978 négociaient avec les militaires la fin de la dictature par des moyens « légaux et pacifiques », commencer à commettre, avec la Nouvelle République, des actes encore plus arbitraires que ce qu'avaient fait les militaires, réprimant et pénalisant les mouvements de revendication sociale.

Malgré la résistance des politiciens, certaines oppositions syndicales réussirent à participer à la C.O.N.C.L.A.T. et aux

des banques, et plus tard dans l'industrie chimique de Sao Paulo. La dispute de l'espace syndical entre les opposants et les bureaucrates va être la caractéristique du mouvement, qui va s'appeler « intersyndicale ». Ces bureaucrates se distinguaient par la négation du pôle « combatif », disant que ce secteur ne représentait pas la classe des travailleurs ; d'un côté, le secteur « combatif » cherchait à s'affirmer dans la masse en niant les bureaucrates et en les traitant de traîtres. En fait, on se rendit compte plus tard, que derrière cette dispute, se trouvait l'enjeu du pouvoir, et principalement de l'appareil et de l'argent des syndicats officiels, qui vivent sur l'impôt syndical retiré aux travailleurs.

Par décision de la I.C.O.N.C.A.T., aurait du avoir lieu au Congrès de la classe travailleuse, la C.O.N.C.L.A.T., en 1982. Les « combatifs » défendirent cette proposition qui fut rejetée par les autres, et échoua. En 1983, ces mêmes « combatifs » réalisèrent le congrès (ils obtinrent une aide financière de la C.F.D.T. française, de personnalités religieuses internationales, des partis de la social-démocratie, de manière à créer un syndicat social-chrétien aux formes européennes). En 1983, la Centrale unique des travailleurs est créée (C.U.T.), en août, à Sao Bernardo. En novembre, les bureaucrates alliés aux communistes du Parti communiste brésilien et du Parti communiste du Brésil (voir *Monde libertaire* précédent) réalisent un congrès à Praia Grande (Sao-Paulo), et fondent la



Solidarité internationale avec le peuple Dineh

Pendant que le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique continue à menacer des milliers de Dineh, en les forçant à quitter leurs terres, pendant qu'il continue à violer les droits de l'homme les plus élémentaires, un certain nombre d'organisations appellent à la solidarité internationale pour la résistance dineh à Big Mountain, et organisent la semaine internationale de Big Mountain qui aura lieu du 9 au 16 avril 1988.

Parmi les organisations soutenant cette semaine, citons entre autres : Anarchist Black-Cross, Bayon La Rose, Neither East nor West tee I.W.W. (San Francisco), Police Repression (Angleterre), General Defense Committee I.W.W. (San Francisco), etc. Pour plus de renseignements écrire à : Big Mountain Human rights project, P.O. Box 2576, San Diego, C.A. 92112 U.S.A.

Relations internationales

L'A.I.T. en congrès à Bordeaux

Une centaine de délégués de l'Association internationale des travailleurs, venus des « quatre coins » du monde (Amérique du Sud, Australie, Angleterre, R.F.A., Japon. Etats-Unis), se sont réunis à Bordeaux pour le 18^e congrès de leur organisation syndicale. Une organisation qui fut fondée à Berlin en 1922, qui veut être un instrument de lutte de la classe ouvrière contre l'exploitation du capitalisme, et entend réagir face à l'impérialisme militaire soviétique.

« Nous ne sommes pas un syndicat de masse », a expliqué son précédent secrétaire général, Fidel Gorron Canogra, « Mais aujourd'hui, dans une société transformée en un immense marché où aucun gouvernement ne peut décider seul de son avenir, dans une société où les autres organisations syndicales pratiquent le compromis, nous regroupons les travailleurs qui estiment nécessaire une internationalisation des revendications. Des hommes qui ne voient pas d'autre moyen que l'internationalisation pour combattre les inégalités économiques. Des hommes dont la finalité est le communisme libertaire ».

Ainsi, durant trois jours à Bordeaux, les délégués de l'A.I.T. ont fait le point sur la situation sociale des différents pays du monde, examiné les possibilités de resserrer leurs liens et réfléchi aux actions à mener pour permettre des avancées conséquentes.

A.I.T.

ROMAN NOIR

Jim Thompson, un cancer américain

« **L** A pensée me frappa subitement que seuls ceux à qui on pouvait se fier et qui travaillaient le plus dur, étaient justement ceux qui ne compaient pas. Ce n'était pas juste, mais c'était ainsi. Et je me demandai pourquoi. Je me demandai, puisqu'il y en avait tant et tant, pourquoi ils ne se groupaient pas pour diriger les choses par eux-mêmes. Et je me promis que, si jamais ils réussissaient à s'organiser de façon efficace, ils pourraient me compter parmi eux ! » (Cent mètres de silence).

Jim Thompson (1906-1977), l'auteur de ces lignes, est un personnage contesté de la littérature américaine. A priori, son œuvre et ses prises de position politiques auraient dû lui valoir les pires ennuis, surtout en plein mac-carthisme mais on préféra l'ignorer. Pierre Rissient, qui l'a connu, confiait à la revue *Polar* (1) : « Vous savez qu'il a été mis sur la liste noire, mais comme personne ne le connaissait dans le milieu du cinéma, on ne s'en est pas rendu compte, et cela ne l'a pas gêné pour travailler. Il avait dû participer à des meetings, il avait sans doute signé des pétitions. En fait, il était politiquement engagé ».

Malgré un certain engouement (relatif) en France chez les amateurs de roman noir, Thompson n'est guère mieux considéré ici par les critiques, comme s'il sentait le souffre. Et pourtant son œuvre a été souvent adaptée au cinéma, citons *Coup de torchon* de Bertrand Tavernier, *Série noire* d'Alain Corneau, et aux Etats-Unis, *Guet-à-pens* de Sam Peckinpah. Thompson a été aussi le scénariste du film de Kubrick *Les sentiers de la gloire*, qu'il contribua à « durcir ». Ce n'était pas vraiment le moyen de se faire connaître en France puisque cette évocation des mutineries de 1917 a été longtemps interdite. Aujourd'hui, certains de ses manuscrits sont perdus et sans l'acharnement de quelques aficionados, on aurait totalement oublié celui qui est un des grands du roman noir.

Des études difficiles

Comme beaucoup d'écrivains américains de ce style, Thompson a

connu une vie assez tumultueuse. Sa biographie partielle *Vaurien* (2) en témoigne. On ne saurait trop la recommander en raison de son humour savoureux et de sa description de la condition des gens modestes de l'Oklahoma en pleine crise économique.

James Myers Thompson est né en 1906 à Anadarko dans l'Oklahoma.



Jim Thompson.

Pourtant sa famille n'avait rien des Américains moyens de ces régions, plutôt « beaufs ». Son père était un original, boulingueur et fréquemment ruiné qui n'inculqua pas vraiment la stabilité à son fils qui fit le récit suivant de sa propre scolarité : « Je fus suspendu et renvoyé si souvent pour indiscipline, refus d'étudier, absences répétées et injustifiées et cetera, que je m'y perdais. L'école aussi d'ailleurs. Les suspensions s'entassaient sur les renvois et les renvois sur les suspensions, si bien que la secrétaire préposée aux dossiers, débordée, ne savais jamais quand j'étais légitime-

ment présent ou illégalement absent. Vers la fin, juste avant qu'elle n'abandonne cette lutte inégale, je surpris la dernière phrase de sa plaidoirie à l'un de mes professeurs : " Par pitié, ne le suspendez pas avant qu'il ne soit revenu de son exclusion, ainsi je pourrai le suspendre à compter du mois dernier et donc le réintégrer pour qu'il soit

remarquer que c'était une bibliothèque avec les livres contenant toutes les réponses ! Bref, cet esprit rebelle et inadapté ne pouvait que tirer un enseignement original de la vie. Pourtant, malgré la violence qui émane de ses livres, Thompson n'avait rien d'un monstre agressif. « C'était un type très profondément attaché aux gens qu'il connaissait, très loyal, et que la moindre déloyauté à son égard révoltait littéralement. Au départ, il ne voyait jamais la malice chez les gens, ce qui est en contradiction avec son œuvre » (4). Lorsqu'un syndicat lui demanda d'écrire son histoire, il accepta avec enthousiasme, mais sa sincérité innocente fut telle qu'il se mit à dos toutes les coteries et le livre fut censuré par le bureau confédéral !

Cirrhose de l'âme

Par contre, les personnages de ses romans ne correspondent pas du tout au caractère de l'auteur et souvent bien des esprits restent perplexes après la lecture de ses livres. Dans notre société, les gens peuvent aimer les vainqueurs ou, à la rigueur, ils sont prêts à plaindre ceux qui sont opprimés, mais chez Thompson aucune identification possible. Ses personnages sont atteints par une « cirrhose de l'âme » (pas seulement de l'âme !). Ni bons ni mauvais, ils vivent avec leurs contradictions sans être compris. Ce sont des désaxés, normalement asociaux, qui finissent toujours par se retourner contre les véritables salauds qui dominent la ville ou, de façon plus minable, contre leur entourage voire contre eux-mêmes (le suicide à la fin de *Des cliques et des cloaques*).

Cette gangrène morale touche toutes les institutions. Thompson a mis en scène des shérifs psychopates et assassins dans au moins trois romans, ce qui n'est pas vraiment du roman policier classique ! D'autant qu'il ne s'agit jamais d'abus de pouvoir mais de l'exercice normal de l'autorité comme pour le policier sadique du *Démon dans la peau*, qui étouffe sans le moindre scrupule les crimes dont il est l'auteur. De même, l'avocat de *Deuil dans le coton*, par ses plaidoiries bouffonnes, nous délivre une satire cinglante de la justice. On peut appliquer à beaucoup de « héros » de Thompson le qualificatif de celui d'*Eliminatoires* : « Le salopard le plus agaçant et le plus déconcertant ».

Les « héros » de Jim Thompson

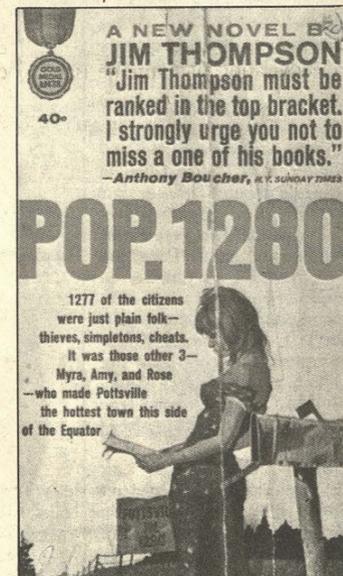
A la rigueur, Thompson réserve une petite affection pour les inadaptés comme lui, qui ne savent pas tricher : « Une fois tirés ses cinq ans de taule — et il n'eut pas droit à la moindre remise de peine — Dingo Mc Kenna mit le cap sur Dallas où il trouva une place de plongeur de nuit dans une gargote. Pendant la journée, il passait le plus clair de son temps à la bibliothèque municipale. Il pensait que c'était le meilleur moyen d'éviter les histoires, sans compter que ça ne lui coûtait pas un rond et que rien d'autre ne le tentait.

« N'empêche que la bibliothécaire lui trouvait un drôle d'air. Et puis, comme elle le fit remarquer à la police, il était impossible qu'il puisse comprendre quelque chose aux livres qu'il choisissait : Kafka, Schopenhauer, Addison... Vous vous rendez compte !

« Les flics vinrent lui poser quelques questions. Pour toute réponse, Dingo leur suggéra de se fourrer leur bâton là où il pensait. Bref, Dingo fut expulsé sans ménagement de Dallas et il quitta la ville avec le crâne un peu bosselé et le moral nettement en baisse. »

Ce genre « d'indulgence » est extrêmement rare. Ses personnages souffreteux se montrent assez abjects. Le plus complexe et le plus célèbre est le shérif de *1 275 âmes*. Celui-ci, humilié par ses proches et ses supérieurs, ne peut que constater leurs problèmes existentiels qui les rendent haineux mais il n'est pas question pour lui de s'apitoyer. « Dès que vous plaignez quelqu'un, vous avez envie de l'aider, et vous ne pouvez pas, vu qu'ils sont non pas un, mais des floppés, des milliers, des millions dans le même cas ».

Seule solution : en faire un apostolat, se prendre pour le Christ... et pour le Diable en même temps. « Je suis les deux à la fois. Le type qu'est trahi et celui qui trahit l'autre, les deux en un seul ! (...) qu'est à peu près aussi proche du trou de balle de la Création qu'on peut se le permettre sans se faire mordre un doigt » (*1 275 âmes*). Aussi, il s'arrange pour mettre à nu les contradictions de son entourage ce qui provoque une explosion, une hécatombe à laquelle il participe en toute impunité, l'arme à la main. Une décision terriblement logique et totalement infâme. Ce livre atteint des sommets pour décrire la bassesse humaine, mais cette bassesse n'est plus un moyen de survivre. Elle devient aussi dangereuse que la dignité (le shérif tue un Noir servile « parce qu'il a toujours léché le trou du cul des Blancs », contrairement à ses frères).



Mais, Thompson n'est pas un pessimiste de droite. Il laisse toujours une porte de sortie que ses paumés prennent rarement. La prise de conscience est une opération chirurgicale qu'il faut se faire à soi-même. C'est pourquoi la plupart préfèrent une fuite permanente ou la mort. Il n'y a jamais de réponse toute faite chez Thompson. On comprend les difficultés qu'il a rencontrées pour faire admettre ce genre de message alors qu'il écrivait finalement pour vivre (et même pour survivre car il a souvent végété dans la misère). On peut évidemment critiquer cette faiblesse de l'entraide, typiquement américaine. Thompson, lui-même, refusa toute aide extérieure alors qu'il était prêt de mourir de faim. Mais n'oublions pas qu'il compensa la noirceur de ses livres par un engagement politique. Et rien n'empêche d'apprécier une œuvre maudite qui n'a jamais la démagogie des larmes ou la naïveté du bonheur.

Yves B.

(1) Dossier Jim Thompson, in *Polar* n° 2, mai 1979.

(2) *Paru aux Editions L'Atalante, Nantes, 1986.*

(3) *Vaurien, op. cit.*

(4) Dossier Jim Thompson, *op. cit.*

NOTE DE LECTURE

« Un amour aux Assises »

UNE candeur qui fait mal, une révolte au bord du désespoir, un kaléidoscope de portraits, de faits, de réflexions, de lettres d'amour... *Un amour aux Assises* (1), de Marie Rivière, comédienne et compagne de Roger Knobelspiess, est un livre enthousiasmant et consternant, touchant et révoltant.

Révoltant, et l'on ne peut que partager la révolte de Marie Rivière lorsqu'elle égrène les infâmies froidement perpétrées contre Roger : acquitté — à quelques mois de sa libération légale — par Mitterrand, le symbole de la lutte carcérale ne pouvait éviter les pièges que la justice lui tendait avec férocité, avec acharnement. Refusant de se rendre à une convocation judiciaire, Knobelspiess, homme blessé et révolté, a « préféré » la cavale. Il s'est fait prendre à Perpignan, lors d'un braquage foireux... Et le torrent de haine policière et judiciaire, de phantasmes de journalistes menteurs et reventards, l'a à nouveau enseveli : sept ans de prison de plus (2).

Marie Rivière ne se contente pas d'énumérer les faux témoignages et les faux reportages,

doublés de silences lâches ou serviles. Elle raconte aussi, avec des mots justes de femme amoureuse, sa révolte douloureuse face à deux vies — au moins — piétinées : « Dire aux jurés, à ceux qui jugent sans savoir... Vous l'avez condamné ! Encore une fois sept ans. Un chiffre comme un autre ? De la paperasserie ? Mais réalisez ce que cela veut dire ! Quatre-vingts quatre mois de vie encore assassinés. Vous. La raison. La morale. La bonne conscience. L'ordre. Le pouvoir qui décide. Le pouvoir qui parle. Le pouvoir qui juge. Le pouvoir qui tranche du sort d'un homme »...

Les mécanismes

Mais, si *Un amour aux Assises* est à classer parmi les témoignages de proches des détenus, il a le mérite — et non le moindre — de ne pas s'arrêter au cas personnel de Marie Rivière et de Roger Knobelspiess. Marie Rivière explique comment, à partir de sa rencontre avec Roger, elle a découvert avec horreur les mécanismes de la justice en général, puis l'ignominie de la prison en tant que telle. Comment, de jeune comédienne

peu concernée par la politique, elle s'est transformée en révoltée dénonçant la justice de classe, la prison pourrissoir et — témoignages récents de Roger Knobelspiess à l'appui — l'isolement carcéral meurtrier.

Marie Rivière parvient, avec talent, à faire partager sa révolte et sa détresse. Son espoir ? Il n'en reste guère, devant l'ampleur du désastre : dans quel état Roger Knobelspiess sortira de sept ans d'isolement de plus, en 1995, à l'âge de 47 ans, en totalisant vingt-sept années de prison ? Nous ne pouvons qu'assurer Marie Rivière et Roger Knobelspiess de notre sympathie. Et notre solidarité à toutes les victimes de la barbarie républicaine.

Pascale CHOISY

(1) Marie Rivière, *Un amour aux Assises*, édition Barrault (en vente à la librairie du Monde libertaire).

(2) Roger Knobelspiess, condamné une première fois à 15 ans de prison pour un vol de 800 francs dont il n'était pas coupable, s'est rendu célèbre par sa dénonciation des quartiers de haute sécurité (Q.H.S.), en vente à la librairie du Monde libertaire). A nouveau incarcéré, il est actuellement à l'isolement, à la prison de Carcassonne.

TÉLÉVISION

La guerre d'Espagne

Le vendredi 18 mars, FR3 diffusait un film de 50 minutes consacré à la guerre d'Espagne. Les réactions qu'il a suscitées méritent qu'on s'y attarde, surtout parce qu'elles sont contrastées. Dans un premier temps, on peut remarquer quelques erreurs proprement historiques : le film commence par une manifestation communiste dont l'accompagnement musical est un hymne... anarchiste ! La chronologie elle-même est malmenée : l'exécution du chef de la Phalange, Primo de Rivera, et la mort de Durruti, en novembre 1936, sont présentées comme précédant l'assassinat de Federico Garcia Lorca, qui a pourtant été tué dès le mois d'août !

Certaines ambiguïtés sont gênantes : toujours à propos de la mort du poète, le commentaire annonce sobrement que Lorca a été « arraché à la famille nationaliste qui l'hébergeait »... Arraché par qui ? On ne le dit pas, ce qui fait que l'auditeur moyen supposera légitimement qu'il s'agit des républicains.

Enfin, on retrouve dans le commentaire de ce montage quelques poncifs du genre : les troubles fomentés par les anarchistes, la pagaille des milices, etc.

Des changements

Mais aussi bien faut-il remettre l'émission dans sa véritable perspective : celle d'une déjà bien longue production de films de montage sur la guerre d'Espagne. Et de ce point de vue, il faut bien dire qu'il y a un très net changement de ton. Quelques thèmes abordés suffisent à le démontrer : la défense de Madrid, la collectivisation, la chute de Barcelone...

Pour la défense de Madrid, le film cite la double intervention qui évitait à la capitale de tomber entre les mains des franquistes : la colonne Durruti et les Brigades

internationales montent en ligne dans la bataille de la cité universitaire. Naguère, seules les Brigades internationales, notoirement contrôlées par les communistes, étaient citées. Au mieux, on « oubliait » les anarchistes. Au pire, ils étaient présentés comme des couards ! La collectivisation, la révolution qui accompagne la guerre civile, n'avait pas, jusqu'à présent, les honneurs du communiqué ! On se permettait même de condamner les « expériences aventuristes » des libertaires, que l'on disait par ailleurs négligeables ! Cette fois, on en parle, ne serait-ce que brièvement, mais c'est déjà un événement en soi !

Pourquoi ?

Enfin, il était de bon ton d'opposer la résistance héroïque de Madrid, bastion supposé des forces communistes, à la chute sans combat de Barcelone, la capitale anarchiste ! Une présentation simpliste qui permettait les sous-entendus les plus lourds... Rien de tel dans le film qui nous occupe : la bataille de l'Ebre, offensive majeure (et ultime !) de la République, a consumé les armées de l'Est et il n'y a plus personne pour défendre valablement la capitale catalane. Si l'analyse est succincte et mériterait d'autres approches, elle est frappée au coin du bon sens.

Comment expliquer un tel changement de perspective ? La cause doit certainement en être cherchée dans la crise de l'idéologie communiste, notamment dans les milieux intellectuels. Jusqu'à présent, les marxistes, les stalinien devaient-on dire, avaient le monopole de la gauche, de l'antifascisme et de la révolution réunis ! Ils écrivaient (et recevaient !) l'histoire à leur seul profit. Aujourd'hui qu'ils sont dans la panade, ceux-là mêmes qui les servaient fidèlement « découvrent » d'autres lectures de la réalité, ce qui

permet de régler rétrospectivement quelques comptes !

Débarassés de l'hypothèque communiste, aurions-nous affaire à une vision objective et indépendante de la guerre d'Espagne ? Bien sûr que non ! La mode est aujourd'hui à la faillite des idéologies, à la promotion d'une pensée consensuelle et molle : les productions historiques devront donc s'inscrire dans cette logique. Faire donner successivement les logiques communistes, anarchistes et franquistes les unes contres les autres tient lieu d'objectivité et, au bout du compte, toutes les idéologies sont renvoyées au constat de leur échec, au nom de l'appréciation « modérée » de ce qui est possible.

Ainsi lorsqu'au détour d'un commentaire, on nous dit qu'après les événements de mai 1937 à Barcelone, c'est Negrin, « grand bourgeois fidèle au parti communiste » qui devient Premier ministre, on en dit trop ou pas assez ! On laisse entendre quelle était la politique réelle du parti communiste, mais on se garde bien de l'expliquer sur le fond, de peur d'entrer dans la logique de la radicalité...

Restent les images

Restent les images. On dira qu'il s'agit de documents d'époque. C'est à la fois vrai et faux. Vrai parce qu'ils ont effectivement été tournés entre 1936 et 1939 ; faux

parce qu'ils ont été montés différemment, détachés de leur contexte, privés du commentaire d'époque... Trop souvent, le document est mis au service du commentaire d'aujourd'hui. Il y est totalement asservi. Si, par exemple, utiliser les images de rues désertes de Madrid au cours d'une alerte aérienne pour illustrer les grèves d'avant 1936 pourrait n'avoir guère d'importance, refuser systématiquement au document original sa propre dynamique, son propre regard sur la réalité du moment, c'est se priver d'une source d'information de première grandeur. Et c'est se donner les moyens de toutes les manipulations.

AIMÉ

DESSINS

Crayon acide

VOUS avez sans doute déjà vu certains dessins de Gil dans le *Monde libertaire*, *Article 31*, *Noir & Rouge*, *On a faim !* ou *Réflexes*... Déjà qu'il a la plume assez mordante lorsqu'il écrit un article, voilà qu'il se lance dans le dessin politique, pensant sans doute qu'un bon dessin vaut mieux qu'un long discours. Et là, je vous prie de me croire, tous ses dessins sont au vitriol : méchants, acides et

marrants. Ses cibles privilégiées : Pasqua, Le Pen, les fafs, les skins et les flics, et aucun d'entre eux n'en réchappe. Il faut au moins une fois avoir vu Chirac et Le Pen en chefs skinheads ou des flics, bottés, casqués encore plus bête qu'à l'ordinaire...

Dans la lignée de Tapage Nocturne ou de quelques dessinateurs officiant dans certains fanzines, Gil

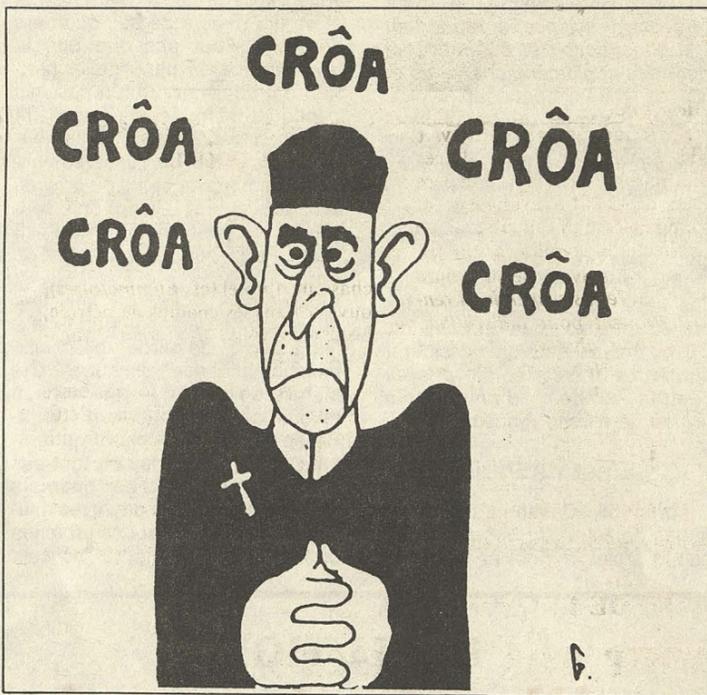
a su mélanger vitriol et politique, et c'est tant mieux.

Ce sont les revues *Noir & Rouge* et *Réflexes* qui ont eu la bonne idée de rassembler ces dessins, allant même pour ce faire jusqu'à utiliser du très beau papier... En ce moment la presse libertaire ne se contente plus d'éditer des brochures politiques, les autres médias sont mis à contribution, ici la B.D., là la vidéo, bientôt des disques. Parce qu'on peut lier le plaisir à la réflexion...

Ce recueil de dessins est dédié à toutes les victimes de bavures de ces dernières années, ainsi qu'à Eric Hébert. Voilà, pour en savoir plus, passez commande à *Réflexes*, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris (le prix est de 35 F).

Jean-Pierre LEVARAY

Cet album est disponible à la librairie du Monde libertaire.



Le rock vilain se porte bien...

En effet, à voir le nombre de concerts qui se sont tenus en Ille-et-Vilaine au mois de mars, le rock du département ne dépérit pas et bien qu'on y trouve tous les styles, les groupes venus d'ailleurs ne sont pas ignorés pour autant. La légende voudrait que le rock soit un genre exclusivement contestataire, mais tous les rockers n'ont pas intégré cette conception, loin de là. Cependant on trouve toujours des groupes et des organisateurs de concert « fidèles à la tradition ».

Clin d'œil aux Trans musicales, le show-biz du rock rennais, l'expression « Trans-électorale » annonçait la couleur, d'autant plus que le « A » de « Trans » était étrangement cerclé. Les libertaires rennais (1) réaffirmaient ainsi leur défiance vis-à-vis des querelles politiciennes, tout en donnant l'occasion à six groupes locaux de jouer pour ce concert gratuit à la salle de la Cité (salle réputée par ailleurs pour ses concerts à 10 balles, parmi d'autres).

Tour à tour, Syxst, Dixit, Nagasaky by Night, N.G.V., Hic et Nunc et Dead Gregory's ont distillé leur rock devant un public venu nombreux, mine de rien. Dans la foulée du concert, Dixit et Nagasaky by Night étaient invités pour une émission en rediffusion sur Radio-Alpha, la radio catho de Rennes et sa banlieue (si, si !), le seul média qui n'aura pas boycotté le concert des libertaires.

J.-C. (Rennes)

(1) C.P.C.L. (Centre de propagande et de culture libertaire), B.P. 2571, 35036 Rennes.

CINÉMA

« Mémoires d'un juif tropical »

PARIS l'été. Un homme sort de chez lui et le cadre habituel de sa vie, Belleville, dernier quartier populaire, est envahi des souvenirs aux couleurs chaudes et vives d'un moment privilégié : l'enfance. Une rencontre : Lisa. La métamorphose de ce Paris lui doit beaucoup. Plongé dans les souvenirs, le héros nous entraîne dans sa narration à la découverte de son passé.

Joseph Morder naît en 1949 à Trinidad (Antilles britanniques) de parents juifs polonais. Il a 3 ans à Guayaquil-Equateur ; et on peut le dire, les tropiques furent le berceau de son enfance, puisqu'il a deux fois l'âge de raison quand, les oreilles bourdonnant encore des cris des cacatoès et des colibris, un bateau accoste au port de La Rochelle et le laisse en France.

D'exil en exil, c'est à Paris que sa mémoire transcendante dépasse le réel, le pousse au vice : filmer avec frénésie.

Qu'on le veuille ou non, on entre dans la mémoire de Joseph Morder puisque c'est elle qui prend la caméra, sculpte la bande sonore. Elle entend la faune tropicale, et si Paris résiste aux orages et aux tremblements de terre c'est grâce à sainte Geneviève, la « Patronne » : nous n'avons pas vu d'autres possibilités. Mais Paris joue bien le jeu. Ce pût être ailleurs ? Pas pour Joseph Morder qui dit : « on peut tout voir à Paris ».

A Paris, on peut donc voir ce film tourné en super 8, gonflé en 35 mm. Ce premier long métrage est enfin visible au grand public qui n'a sans doute pas l'habitude qu'on lui ouvre un mémorial d'une narration qui ne s'adresse pas, pour une fois, à des imbéciles.

Longtemps Joseph Morder fut affublé du titre barbare de « cinéaste expérimental ». Aujourd'hui, en toute simplicité il exploite ses talents d'auteur et de conteur. C'est un écrivain. *Mémoire d'un juif tropical* est un conte de fées où la magie du quotidien, l'ailleurs, cher à Rimbaud, surgit de cette vacuité dont l'été prédispose le promeneur à rêver.

Paris-Guayaquil : un long chemin d'exil où la famille, Hollywood, le cinéma, le yiddish, le Diable, les femmes, un certain anniversaire ont marqué l'enfant Joseph et vous marqueront, nous en sommes certains.

Salim et Elisabeth

(1) Mémoires d'un juif tropical est sorti mercredi 13 avril au Studio 43 et au Reflet Médicis, à Paris. Comme cela devrait toujours être, Mémoires d'un juif tropical est précédé d'un court métrage de 13 mm, *Hommage : dans un dialogue de deux amis camerounais, les images de J.-M. Teno témoignent de l'Afrique*.

J.-C. (Rennes)

URBANISME

Rénovation de l'Est parisien

QUI décide de l'architecture d'une ville, de la disposition de ses rues, de ses places, de l'emplacement des écoles, des bistrottes et des cimetières ? Au Haut Moyen Age ce qui allait devenir le « tissu urbain », c'était clair, se rassemblait autour de celui (noble ou roi...) qui assurait protection et par sa présence favorisait la rencontre, le commerce, etc. C'est sûrement un raccourci historiquement un peu court, mais c'est un peu le fil conducteur qui vient des paysans quittant leurs masures pour se réfugier, avec bétail et famille, dans le château du seigneur.

L'année 1789 et l'avènement de la bourgeoisie aux rênes de l'Etat a-t-il vraiment changé les choses ? Au sein d'une ville, il fallait des beaux quartiers pour les classes possédantes et d'autres, pas trop éloignés des centres de l'industrie naissante, pour les ouvriers. L'exemple le plus poussé de ce schéma étant les anciennes cités ouvrières de l'est de la France, où autour des centres sidérurgiques le style des maisons stigmatise l'échelon social. Mais les considérations philosophiques, sociales ou humanitaires qui devraient sous-tendre ce que l'on appelle aujourd'hui l'urbanisme, sont-elles vraiment présentes dans tout effort actuel de reconstitution du tissu urbain ?

Le sinistre Haussman ?

Pour ce qui est de l'urbanisme, l'histoire a surtout retenu le nom du baron Haussman, préfet de Paris de 1853 à 1870, qui dirigea les « grands travaux qui transformèrent Paris » (1). Peu d'écrits nous sont restés pouvant nous éclairer sur ce qui motivait précisément sa vision d'un nouveau Paris. Mais nous devons avoir en tête que 1789 n'était pas si éloigné et, dans sa *Chronique de l'humanité*, les éditions Larousse éclairent un peu notre lanterne : « (...) Nommé par l'empereur dès 1853, cet homme énergique a complètement transformé Paris. Taillant à vif dans le dédale de rues, les tortueuses du centre de la capitale, il a ouvert de larges voies rectilignes comme le boulevard de Sébastopol coupant à angle droit la rue de Rivoli en plein cœur du vieux Paris. Ces grands axes doi-

vent rendre la circulation plus facile et desservir les gares nouvellement créées : c'est le cas de la rue de Rennes pour la gare Montparnasse. Mais les préoccupations de maintien de l'ordre ne sont pas absentes : les larges avenues ne se prêtent pas à la construction de barricades, d'autant que le macadam se substitue aux pavés. (...) »

Mort en 1870, Haussmann ne vit pas fleurir la Commune de 1871 et ses barricades... Ce n'est pas non plus la largeur du boule-

vent rendre la circulation plus facile et desservir les gares nouvellement créées : c'est le cas de la rue de Rennes pour la gare Montparnasse. Mais les préoccupations de maintien de l'ordre ne sont pas absentes : les larges avenues ne se prêtent pas à la construction de barricades, d'autant que le macadam se substitue aux pavés. (...) »

A l'époque on voyait bien que la situation se dégradait du côté de la place des Fêtes et dans le 13^e, mais on avait du mal à avoir une idée précise de l'ensemble. Maintenant, on peut avoir entre les mains une revue, *Paris projet* (n° 27-28), qui vous explique par

les travailleurs dans les banlieues, et le Paris « intra muros » pour les bureaux avec çà et là des « anciens villages » préservés pour une élite pouvant se payer de l'authentique !

les travailleurs dans les banlieues, et le Paris « intra muros » pour les bureaux avec çà et là des « anciens villages » préservés pour une élite pouvant se payer de l'authentique !



le détail l'aménagement de l'est de Paris. Le 18^e, 19^e, 20^e, 12^e et 13^e sont passés au peigne fin et on vous explique ce qui sera détruit et ce qui restera de ces quartiers de Paris. Faut pas dire que la revue (préparée par l'atelier parisien d'urbanisme [2]) n'a pas mis le paquet ! Trois cents pages de format 21 x 29,7 avec de la couleur, on sait tout ce qui va se passer : chantiers en cours ou prévus, les coûts et tout !, les photos sont jolies, on peut même rêver au vieux Paris et aux entrepôts de Bercy !

Seulement voilà, on sait tout quand on ne peut plus rien faire... Qui a décidé de garder telle vieille maison plutôt que telle autre ? Qui a choisi de conserver son cachet à tel coin de quartier (comme Saint-Blaise dans le 20^e) plutôt qu'à un autre ? Sûrement pas en tout cas les habitants actuels des quartiers qui ne pourront pas payer les nouveaux loyers des « zones urbaines protégées ». Dans le 19^e au coin

Si on ne pourra que commenter amèrement les propos de Bernard Rucker (adjoint au maire de Paris chargé de l'urbanisme) parlant du déséquilibre entre l'est et l'ouest de Paris : « le déséquilibre, ce n'était pas seulement la différence dans la composition de la population, dans la nature des emplois, mais un déséquilibre plus concret dû au niveau très inférieur des prestations offertes aux habitants : des rues médiocrement entretenues, souvent mal éclairées, un nombre insuffisant de crèches, d'écoles ou d'équipements sportifs ». Combien d'habitants actuels pourront rester pour en profiter ?

Si on ne pourra que commenter amèrement les propos de Bernard Rucker (adjoint au maire de Paris chargé de l'urbanisme) parlant du déséquilibre entre l'est et l'ouest de Paris : « le déséquilibre, ce n'était pas seulement la différence dans la composition de la population, dans la nature des emplois, mais un déséquilibre plus concret dû au niveau très inférieur des prestations offertes aux habitants : des rues médiocrement entretenues, souvent mal éclairées, un nombre insuffisant de crèches, d'écoles ou d'équipements sportifs ». Combien d'habitants actuels pourront rester pour en profiter ?

THIERRY (Gr. Pierre-Besnard)

(1) L'expression est celle du petit Larousse en couleurs (Ed. 1980).

(2) Cette association déclarée a pour président du conseil d'administration Jacques Chirac. A-t-on besoin de vous faire un dessin ? Et c'est distribué par les N.M.P.P. !

L'est de Paris

Après 68, Cavanna, dans les pages de *Hara Kiri Hebdo* dénonçait le projet immobilier parisien :

POLLUTION

Les brouillards du capitalisme

EN matière de pollution, l'avenir semble être dans le brouillard. Pourtant, nombreuses apparaissent les théories scientifiques, nées dans le contexte du passage à une époque où les chefs d'Etat ont le pouvoir de détruire la planète. Le Capital nous offre une belle palette de scénarios-catastrophe de masse : asphyxie, noyade, empoisonnement...

L'effet de serre

Un fait est certain : le gaz carbonique présent dans l'atmosphère a augmenté de 10% depuis 1900, selon notamment les observations du physicien Gilbert N. Plass. Ces émissions de gaz carbonique sont dues à la combustion d'énergies fossiles, comme le pétrole et le charbon, et à la déforestation. Or, seule la moitié des quantités émises actuellement peut être digérée par les océans et les végétaux. L'autre moitié reste dans l'atmosphère. Si le rythme actuel se maintient, les concentrations de ce gaz dans l'atmosphère doubleront au cours du siècle

prochain par rapport à ce qu'elles étaient à l'ère pré-industrielle.

D'autres gaz viennent alourdir notre atmosphère, mais en proportion plus minime. Il s'agit du méthane (rizières, élevage, gaz naturel, etc.), de l'oxyde nitreux (engrais azotés), des fréons (bombes aérosols, réfrigérateurs, solvants, etc.), et de l'ozone, dont la couche à haute altitude diminue rapidement, laissant ainsi passer plus de rayons ultra-violet (risques de cancers), mais dont celle à basse altitude augmente.

Ces derniers gaz et le gaz carbonique captent les rayons infra-rouges du soleil, respectivement dans la même proportion. Cela se traduit par un « effet de serre », c'est-à-dire par un réchauffement ou une humidification de l'atmosphère selon la zone climatique. Trois hypothèses ont été formulées lors de la conférence de Bellagio qui s'est tenue du 9 au 13 novembre 1987 : une hypothèse haute avec un accroissement de 1,4°C par décennie, une hypothèse tendancielle avec

0,3°C, une hypothèse basse avec 0,1°C.

L'équilibre instable

Chaud ? Humide ? Les deux à la fois ? Ce climat du futur aura une conséquence simple : la fonte des glaciers. Déjà, les glaciers de l'Himalaya ont reculé de plusieurs centaines de mètres depuis les années 30. Pourtant, plus que la fonte des glaces, bien trop lente pour avoir des effets rapides, le volume occupé par l'eau des océans augmenterait du fait de son réchauffement. A chacune des trois hypothèses évoquées précédemment a été associée une augmentation du niveau des mers : 0,6 mètre par décennie, 0,1 mètre ou 0,03 mètre.

Pour l'instant, les autres conséquences restent floues. Certains végétaux, comme le coton, le sorgho, les céréales, augmenteraient fortement leur volume par l'absorption supplémentaire de gaz. Mais, les systèmes agricoles seraient bouleversés par les changements climatiques. De plus, les aménagements

côtiers seraient à revoir, de manière urgente pour les terres situées au-dessous du niveau des mers, comme les Pays-Bas.

Actuellement, la Terre vit dans un équilibre instable. En effet, le réchauffement semble limité par les rejets de poussières dans l'atmosphère. Ceux-ci la rendent plus opaque aux rayons du soleil. Une pollution contre une autre pollution ! Le développement du capitalisme industriel croise désormais la logique des super-Etats du XX^e siècle avec leurs armes nucléaires : l'équilibre de la terreur. Après avoir asservi et massacré des millions d'êtres humains, on ne pouvait en attendre moins dans le développement des Etats et des capitalismes : la possibilité de détruire l'humanité. La lutte contre ces deux systèmes doit être plus que jamais planétaire : leur mort signifie la garantie de notre survie.

Xavier MERVILLE (Gr. Pierre-Besnard)

Sources : Futuribles, février 1988, et L'univers de la science, d'Isaac Asimov, page 202.

NOUVELLES DU FRONT

• COTE D'AMOUR. Régulièrement le S.I.R.P.A. organise des enquêtes d'opinion concernant l'armée. Plus on est jeune, plus le niveau d'instruction est élevé, si on est femme et si le service national n'a pas été effectué... on a une plus mauvaise opinion que dans les cas contraires. Originalité, en 1987, un autre paramètre est intervenu : le lieu de résidence. Voici donc le palmarès des régions les plus militaristes : Aquitaine, Nord-Pas-de-Calais, Picardie, Est (sauf Alsace qui se situe dans la moyenne nationale) et Limousin. Les plus antimilitaristes : Haute-Normandie, région parisienne, Rhône-Alpes et Languedoc-Roussillon. Les mêmes sondages ont été réalisés pour les quatre armes et on peut constater que la Lorraine et la Franche-Comté adorent... la marine (goût de l'exotisme, sans doute !). En revanche, pas d'opinion en ce qui concerne la Corse et les D.O.M.-T.O.M., purement rayés de la carte de France. Est-ce significatif, mon colon ?

• OBJOS EN SERVICE. Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 8 juillet 1983, 13 000 appelés ont effectué leur service national comme objecteurs de conscience et 4 145 étaient en affectation au 1^{er} août 1987 (deux affectations par an). Le ministère des Affaires sociales, qui donne ces chiffres, précise que ceux-ci ont plus que doublés en trois ans et sont en constante augmentation (pour l'instant les objos constituent 0,94% du contingent). Libéralisation de la loi et changement d'état d'esprit expliquent l'attrait du service civil (encore limité par la durée de deux ans). « Objecteurs par convenance personnelle » plus que par antimilitarisme, ces jeunes acquièrent ainsi une formation qui facilitera leur insertion dans la vie professionnelle. Tout le monde est content : l'Etat, les associations et les objos...

• DÉCLARATION. La France est en guerre et on ne le savait pas ! En effet, la petite ville de Jerle en Suède lui a déclaré son retour de flamme. En application d'un droit qui remonte à 1642, le maire de la ville — farouche antinucléaire — a trouvé ce moyen pour protester contre la poursuite des essais nucléaires français dans le Pacifique. Concrètement, cela se traduit par une campagne de boycott des produits français et nul ne songe, pour l'instant, à y envoyer un corps expéditionnaire. Bigeard est triste, il ne sautera pas sur Jerle !

• OBJOS INSOUIS. Rappel aux réfractaires de tout poil et de toutes nationalités : la permanence à la librairie du Monde libertaire étant supprimée, le Comité de soutien aux réfractaires (C.S.R.) est à votre service au (1) 43.03.62.03 (répondeur antimilitariste), permanence le mercredi de 21 h 30 à 23 h (pour prendre rendez-vous). Et une adresse : C.S.R., c/o C.L.O., B.P. 103, 75522 Paris cedex 11. Qu'on se le dise !

Georges HOST